

POURSUITE DE LA FORTE DYNAMIQUE DES RÉSULTATS EN 2024

DONNÉES PUBLIÉES ET SOUS-JACENTES CASA ET GCA T4-2024

	CRÉDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
Revenus	7 092 m€ +17,4% T4/T4	7 116 m€ +18,2% T4/T4	9 817 m€ +11,9% T4/T4	9 840 m€ +13,4% T4/T4
Charges	- 3 917 m€ +5,6% T4/T4	- 3 878 m€ +4,4% T4/T4	- 5 863 m€ +3,2% T4/T4	- 5 824 m€ +2,4% T4/T4
Résultat Brut d'Exploitation	3 175 m€ +36,2% T4/T4	3 238 m€ +40,4% T4/T4	3 954 m€ +28,0% T4/T4	4 017 m€ +34,3% T4/T4
Coût du risque	- 594 m€ +35,0% T4/T4	-594 m€ +35,0% T4/T4	-867 m€ +13,9% T4/T4	-867 m€ +13,9% T4/T4
RNPG	1 689 m€ +26,6% T4/T4	1 730 m€ +32,8% T4/T4	2 149 m€ +24,6% T4/T4	2 190 m€ +33,7% T4/T4
COEX	55,2% -6,2 pp T4/T4	54,5% -7,2 pp T4/T4	59,7% -5,1 pp T4/T4	59,2% -6,4 pp T4/T4

TOUS LES OBJECTIFS FINANCIERS DU PLAN AMBITIONS 2025 DÉPASSÉS DÈS 2024

FORTE HAUSSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET ANNUELS

- **Revenus trimestriels et annuels record**, tirés par la très bonne performance des pôles Gestion de l'épargne et assurance et Grandes clientèles
- **Rentabilité élevée : coefficient d'exploitation bas** (évolution des charges récurrentes maîtrisées de +3,0% T4/T4) et **retour sur fonds propres tangibles de 14,0% en 2024**
- **Coût du risque en hausse au T4-24**, tirée par des dotations sur encours sains, en lien avec des effets modèles chez CACIB et CAPFM

DIVIDENDE 2024 PROPOSÉ EN HAUSSE À 1,10€ PAR ACTION (+5% VS. 2023)

ACTIVITE DYNAMIQUE DANS TOUS LES METIERS

- **Activité soutenue de la banque de proximité et du crédit à la consommation** bénéficiant de la poursuite du rebond de l'activité de crédit habitat en France (+18%) et d'une production de crédit aux entreprises en hausse, d'une activité de crédit à l'international toujours dynamique, de la stabilité de l'activité de crédit à la consommation à un haut niveau, enfin de la stabilisation confirmée du mix de dépôts en France
- **Activité record en BFI, gestion d'actifs et assurance**, se traduisant par un chiffre d'affaires record en assurance tiré par toutes les activités, une collecte nette élevée et un niveau record d'encours en gestion d'actifs, enfin un nouveau record atteint en trimestriel et annuel en BFI

OPERATIONS EN CAPITAL ET PROJETS STRATÉGIQUES

- Conclusion d'instruments à hauteur de 5,2% du capital de Banco BPM
- Projet d'acquisition de la participation de 30,5% de Santander dans CACEIS
- Acquisition de aixigo, leader européen de la Wealth Tech, par Amundi
- Finalisation de l'acquisition de 50% de GAC Leasing en Chine par CAPFM

POSITIONS DE CAPITAL ET DE LIQUIDITE SOLIDES

- CET1 Crédit Agricole S.A. phasé 11,7% et Groupe CA phasé 17,2%

SOUTIEN CONTINU À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- Retrait progressif des énergies fossiles et réallocation en faveur des énergies renouvelables
- Trajectoires de décarbonation en ligne avec les objectifs (pétrole-gaz, électricité, automobile)

A l'occasion du conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. du 4 février 2025, la SAS Rue La Boétie a informé la société de son intention de procéder à l'achat sur le marché d'actions Crédit Agricole S.A. pour un montant maximum de 500 millions d'euros dans le droit fil des opérations annoncées en août 2023 et novembre 2022. Les détails de l'opération sont précisés dans un communiqué de presse émis ce jour par la SAS Rue La Boétie.

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Les excellents résultats du Groupe illustrent notre capacité collective à accompagner tous nos clients dans une relation globale et loyale sur le long terme. Les trois quarts de ces résultats sont conservés au service du développement de l'économie.

Je remercie l'ensemble de nos collaborateurs qui œuvrent chaque jour avec professionnalisme et engagement. »

Philippe Brassac,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« Porté par son modèle de Groupe unique basé sur l'utilité et l'universalité, le groupe Crédit Agricole publie d'excellents résultats en 2024. Crédit Agricole S.A. dépasse, une nouvelle fois avec un an d'avance, tous les objectifs financiers de son plan stratégique. »

Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 62,4% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés dans les annexes de ce communiqué.

Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

L'activité commerciale reste soutenue ce trimestre dans les métiers du Groupe, avec une conquête de bon niveau. Sur l'ensemble de l'année 2024, le Groupe enregistre +1 900 000 nouveaux clients en banque de proximité, et le fonds de commerce progresse de +214 000 clients. Sur l'année, le Groupe a conquis +1 500 000 nouveaux clients en banque de proximité en France et +400 000 nouveaux clients en banque de proximité à l'international (Italie et Pologne) et le fonds de commerce croît de respectivement +126 000 et +88 000 clients.

Au 31 décembre 2024, en banque de détail, l'encours de collecte bilan s'élève à 837 milliards d'euros, en hausse de +1,8% sur un an en France et en Italie (+0,5% pour les Caisses régionales et LCL, et +1,7% en Italie). Les encours de crédits s'élèvent à 880 milliards d'euros, +0,4% sur un an en France et en Italie (+0,3% pour les Caisses régionales et LCL, et +1,7% en Italie). La production de crédits habitat poursuit son rebond en France ce trimestre, avec une hausse de +1% pour les Caisses régionales et +11% pour LCL par rapport au troisième trimestre 2024, et respectivement +7,8% et +59% par rapport au quatrième trimestre 2023. Pour CA Italia, la production de crédit habitat est de haut niveau mais en baisse de -6,3% par rapport au quatrième trimestre 2023 déjà élevé. Le taux d'équipement assurance dommage¹ est en hausse à 43,9% pour les Caisses régionales (+0,8 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2023), 27,9% pour LCL (+0,4 point de pourcentage), 20,0% chez CA Italia (+1,2 point de pourcentage).

En gestion d'actifs, la collecte du trimestre est de très bon niveau à +20,5 milliards d'euros, tirée par les actifs moyen long terme hors JVs (+17,9 milliards d'euros) et par les JVs. Pour les activités d'assurance, la collecte brute de l'épargne/retraite est de haut niveau à 8,3 milliards d'euros sur le trimestre (+17% sur un an), avec un taux d'unité de compte sur la production qui demeure élevé à 37,4%. La collecte nette est positive à +2,4 milliards d'euros, en croissance à la fois sur les contrats en euros et en unités de comptes. La bonne dynamique en assurance dommage est tirée par l'évolution des prix et la croissance du portefeuille (16,7 millions de contrats à fin décembre 2024, +5,3% sur un an). Les encours sous gestion s'établissent à 2 867 milliards d'euros, en progression de +12,1% sur un an pour les trois segments d'activité : en gestion d'actifs à 2 240 milliards d'euros (+10% sur un an), en assurance-vie à 347,3 milliards d'euros (+5,1% sur un an) et en gestion de fortune (Indosuez Wealth Management et Banque Privée de LCL) à 279 milliards d'euros (+46,9% sur un an), bénéficiant notamment de l'intégration de Degroof Petercam (69 milliards d'euros d'encours sous gestion intégrés au deuxième trimestre 2024).

Le pôle SFS enregistre un niveau d'activité stable. Chez CAPFM, les encours de crédit à la consommation sont en hausse à 119,3 milliards d'euros, soit +5,6% par rapport à fin décembre 2023, toujours tirés par les activités automobiles (53%² des encours totaux), alors que la production de crédit est en léger repli de -2,9% par rapport à fin décembre 2023, notamment liée au marché chinois. Pour les activités de CAL&F, la production des encours crédit-bail est en progression de +7,2% par rapport à décembre 2023 à 20,3%, soutenue pour le crédit-bail immobilier et le financement des énergies renouvelables.

La dynamique est forte en Grande Clientèle, avec un nouveau record de revenus atteint en trimestriel et en annuel sur la banque de financement et d'investissement. La banque de marché et d'investissement est portée par la bonne tenue des activités de repos et de titrisation et la banque de financement bénéficie de la poursuite d'une activité commerciale dynamique. L'activité des services financiers aux institutionnels affiche un haut niveau d'encours conservés à 5 291 milliards d'euros et d'encours administrés à 3 397 milliards d'euros (soit +12,1% et +3% par rapport à fin décembre 2024), et bénéficie du bon dynamisme commercial et d'effets marchés favorables sur le trimestre.

Chacun des métiers du Groupe affiche ainsi une activité dynamique (Cf. Infra).

¹ Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

² CA Auto Bank, JV automobiles et activité automobile des autres entités

Développement du modèle à long terme

Crédit Agricole S.A. s'appuie sur un modèle offrant un potentiel de croissance organique sans cesse renouvelé. Ce modèle s'appuie sur trois axes : la conquête client, l'équipement des clients et le développement des offres. La conquête client brute s'élève en moyenne à 1,9 million de nouveaux clients par an depuis 2022, début du déploiement du plan stratégique *Horizon 2025*. L'équipement des clients croît naturellement, sur les différentes offres. Ainsi, la part de marché crédits aux ménages s'établit structurellement à 30%³ et permet de tirer les parts de marché sur les autres offres qui sont aujourd'hui à 28% en gestion d'actifs³, 27% en paiements³, 23% en prévoyance individuelle⁴, 19% en assurance emprunteur⁴, 15% en assurance vie⁴, 7% en assurance dommage⁴ et 4% en services immobilier⁴. Enfin, en lien avec le modèle de banque universelle, les offres clients s'étoffent régulièrement : les nouveaux métiers CA Transitions et Energies (CAT&E) et CA Santé et Territoires (CAST) ont ainsi été déployés pour d'une part industrialiser le financement de projets d'énergie renouvelable ainsi que la production et fourniture d'électricité, et d'autre part offrir des solutions améliorant l'accessibilité aux soins et l'accompagnement du vieillissement.

Ce modèle est complété d'un flux régulier d'acquisitions et de partenariats, autofinancés, via la consolidation des métiers de Crédit Agricole S.A. sur leurs marchés. A l'instar des acquisitions passées, réalisées de 2019 à 2021 pour 3,3 milliards d'euros et s'étant soldées par un succès avec environ 1,3 milliard d'euros de revenus⁵ générés et un coefficient d'exploitation d'environ 52%, les opérations d'acquisitions et de partenariats réalisées durant la période du plan à moyen terme, ont été faites selon cinq axes de développement, pour un total investi de 7,2 milliards d'euros⁶ (contre 1,4 milliard de cessions⁷ réalisées), générant des revenus pour environ 3 milliards d'euros⁵.

Premièrement des opérations de consolidation des métiers et de renforcement des expertises ont été menées en France et en Europe, notamment : la Banque privée via l'acquisition de Degroof Petercam ainsi qu'une participation à hauteur de 70% dans le capital de Wealth Dynamix⁸; le métier de Services financiers aux institutionnels avec la création de l'entreprise commune Uptevia⁹ avec BNP Paribas, l'acquisition des activités européennes de RBC Investor Services et le projet de rachat des parts minoritaires de Santander dans CACEIS; la Gestion d'Actifs avec les acquisitions d'Alpha Associates¹⁰ et aixigo¹¹; et enfin l'activité de Leasing et Factoring accélère son développement en Allemagne avec l'acquisition de Merca Leasing¹². Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. structure les services dans l'immobilier, via l'acquisition des activités de gestion immobilière de Casino (Sudeco), et plus récemment celles de Nexity.

En parallèle, la capacité de distribution a été étendue via la conclusion de nouveaux partenariats, notamment avec, la prise de participation dans le capital de Banco BPM et le nouvel accord de distribution dans les métiers d'assurance non-vie, emprunteur et prévoyance en Italie entre Crédit Agricole Assurances et Banco BPM ; le partenariat en assurance automobile avec *Mobilize Financial Services*¹³, filiale de Renault, et enfin l'accord de distribution entre Amundi et Victory Capital¹⁴ aux Etats Unis.

Ensuite, les Services financiers spécialisés ont développé une offre complète dédiée à la mobilité via la *joint-venture* Leasys créée avec Stellantis pour devenir leader européen de la location longue durée; la reprise à

³ Parts de marché 2024 : crédit aux ménages CRCA et LCL (sources BdF et interne) ; OPCVM de droits français (tous les segments de clients) ; paiements (en nb de transactions, sources BdF et interne)

⁴ Parts de marché 2023 : assurance (Argus de l'assurance et France Assureurs) ; services immobiliers

⁵ En vision économique à horizon 2025

⁶ Prix d'acquisition des opérations réalisées depuis 2022. Intègre les prises de participation dans Banco BPM et celle dans Worldline

⁷ Cession du Crédit du Maroc, La Médicale, Crédit Agricole Serbie et autres

⁸ Indosuez Wealth Management acquiert 70 % de Wealth Dynamics Ltd, fintech qui fournit des solutions de gestion du cycle de vie des clients (Client Lifecycle Management) aux banques privées, acteurs de la gestion de fortune et de la gestion d'actifs à travers le monde.

⁹ Création d'Uptevia, détenue à parts égales par CACEIS et BNPP, qui regroupe les activités de services aux émetteurs des deux banques

¹⁰ Gestionnaire d'actifs indépendant proposant des solutions d'investissement multi-gestion en actifs privés

¹¹ Société technologique de services modulaires pour les distributeurs de produits d'épargne

¹² Acquisition de Merca Leasing, société de leasing indépendante en Allemagne

¹³ Partenariat commercial pour l'assurance automobile entre Mobilize Financial Services, filiale de Renault Group spécialisée dans les services facilitant l'accès à l'automobile, et Pacifica, filiale assurances dommages de Crédit Agricole Assurances.

¹⁴ Fusion de Amundi US et Victory Capital, acquisition d'une participation de 26,1 % dans Victory Capital et signature d'accords de distribution et de services d'une durée de 15 ans

100% de CA Auto Bank afin de développer des partenariats avec des constructeurs de plus petite taille ainsi qu'avec des distributeurs indépendants ; l'acquisition de six filiales européennes de ALD et LeasePlan ; et enfin la création de CA Mobility Services pour créer 20 offres de service d'ici 2026, via notamment : la prise de participation minoritaire dans WATEA¹⁵, la création d'une co-entreprise avec Opteven¹⁶, la prise de participation dans le capital d'HiFlow¹⁷, et le partenariat commercial avec FATEC¹⁸. Plus récemment, Crédit Agricole Personal Finance & Mobility renforce son partenariat avec le constructeur GAC avec d'une part un partenariat financier visant à confier à CA Auto Bank le financement des véhicules du constructeur chinois en Europe et d'autre part, avec l'acquisition de 50% du capital de GAC Leasing afin de proposer dès 2025 des solutions de leasing financier et opérationnel sur le marché chinois.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. accélère la digitalisation et l'innovation grâce à sa prise de participation dans Worklife¹⁹ et, pour les services de paiement, son partenariat avec Wordline²⁰. A cet égard, Crédit Agricole S.A a annoncé l'acquisition d'une participation minoritaire de 7 % au capital de Worldline en janvier 2024.

Enfin, au titre de l'accompagnement des transitions dans les nouveaux métiers CA T&E et CAST, Crédit Agricole S.A. a pris une participation minoritaire dans R3 (conseil en transition énergétique) pour 40%, dans Selfee (production et fourniture d'énergie) pour 43%, et devient actionnaire de référence dans le capital de Office Santé²¹ et Cette Famille²². Par ailleurs Crédit Agricole Assurances a pris une participation majoritaire dans Omedys²³ pour 93% et Medicalib²³ pour 86%.

Ces deux piliers du modèle de développement de la banque universelle constituent la base d'un développement équilibré, diversifié et régulier. Ils permettent d'entretenir une dynamique de croissance des revenus régulière et élevée, ainsi de 2015 à 2024, les revenus ont cru chaque année, quel que soit l'environnement, et affichent un taux de croissance annuel moyen de +5,6%. En parallèle, l'efficacité opérationnelle n'a cessé de s'améliorer, se traduisant par une baisse du coefficient d'exploitation de -15 points de pourcentage entre 2015 et 2024. Le niveau de rentabilité a également fortement progressé depuis 10 ans, avec un ROTE à 14% à fin 2024, au plus haut depuis 2015, permettant ainsi une rémunération des actionnaires attractive et un dividende par action triplé en 10 ans.

¹⁵ Outil de gestion de flotte digital sur abonnement mensuel

¹⁶ Extension de garanties

¹⁷ Livraison de véhicule à l'unité

¹⁸ Accord permettant à CA Autobank, Drivalia, Agilauto et Leasys de proposer les services de fleet management de Fatec à leurs clients en France

¹⁹ Outil de gestion des avantages salariés

²⁰ Création d'une joint-venture pour développer des offres commerciales innovantes.

²¹ Leader en matière de conception, de construction et d'accompagnement au quotidien de structures collectives pluridisciplinaires de soins primaires.

²² Crédit Agricole Santé et Territoires ainsi que 10 Caisses régionales entrent au capital de Cette Famille, acteur majeur de l'habitat inclusif pour les seniors en France

²³ Omedys, spécialiste de la télémedecine assistée, et Medicalib, expert en soins à domicile.

Soutien continu à la transition énergétique

Le Groupe continue de déployer massivement les financements et investissements en faveur de la transition. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole a augmenté son exposition aux financements des énergies bas-carbone²⁴ de +141% entre fin 2020 et fin 2024 avec 26,3 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

Les investissements de Crédit Agricole Assurances²⁵ et d'Amundi Transition Energétique dans les énergies bas-carbone s'élèvent à 6 milliards d'euros au 31 décembre 2024. Par ailleurs, Crédit Agricole Assurances a atteint avec un an d'avance son objectif de 14 GW de financement de capacités de production d'énergie renouvelable.

En parallèle, le Crédit Agricole accompagne la transition de tous les clients en tant que banque universelle. Ainsi, le portefeuille de *green loans*²⁶ de Crédit Agricole CIB a augmenté de +75% entre fin 2022 et fin 2024, et représente 21,7 milliards d'euros au 31 décembre 2024. Le Groupe poursuit également ses efforts en faveur de la mobilité bas carbone, avec 37 % de véhicules électriques ou hybrides parmi les véhicules neufs financés en 2024 par CAPFM, pour un objectif de 50% à fin 2025.

En complément, le Groupe poursuit sa trajectoire de sortie du financement des énergies carbonées et publie les progrès à fin 2024 sur trois secteurs, en ligne avec leurs cibles à 2030. Ainsi, par rapport à 2020, année de référence, les émissions financées dans le secteur pétrole-gaz baissent de -70% à fin 2024, pour un objectif de -75% à fin 2030. L'intensité des émissions financées dans le secteur électricité²⁷ est en baisse de -29% à fin 2024, pour un objectif de -58% à fin 2030. Enfin, l'intensité des émissions financées dans le secteur automobile est en baisse de -21% à fin 2024, pour un objectif de -50% à fin 2030.

Le retrait progressif du Groupe du financement de l'extraction d'énergies fossiles se traduit par une baisse des encours de -40 % de 2020 à 2024, soit 5,6 milliards d'euros au 31 décembre 2024. Parallèlement, le déploiement massif des financements en faveur des énergies bas-carbone, avec un encours de 26,3 milliards d'euros, permet d'augmenter leur part relative dans le mix énergétique financé de 54% en 2020 à 82% à fin 2024.

²⁴ Encours liés aux énergies bas carbone constitués des énergies renouvelables produites par les clients de l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole, incluant également les encours liés à l'énergie nucléaire pour CACIB

²⁵ Investissements cotés gérés en direct, investissements cotés gérés sous mandat et investissements non cotés gérés en direct

²⁶ Portefeuille d'actifs verts au sein de CACIB alignés aux critères d'éligibilité du Green Bond Framework Groupe de novembre 2023

²⁷ Périmètre secteur Electricité : CACIB et Unifergie (Crédit Agricole Transitions & Energies)

Résultats du Groupe

Au quatrième trimestre 2024, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole ressort à 2 149 millions d'euros, en hausse de +24,6% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Les éléments spécifiques du quatrième trimestre 2024 ont un effet net négatif de -42 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe du Groupe Crédit Agricole. Ils sont composés des éléments comptables récurrents suivants : les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir la DVA (*Debt Valuation Adjustment*), la partie spread émetteur de la FVA et le *secured lending* pour -19 millions d'euros en résultat net part du Groupe sur la banque de marché et d'investissement, et la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour +1 million d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent des éléments spécifiques à ce trimestre : des coûts d'intégration ISB pour -15 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Grandes clientèles, des coûts d'intégration Degroof Petercam pour -9 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Gestion de l'épargne et de l'assurance.

Les éléments spécifiques du quatrième trimestre 2023 ont eu un impact total de +86 millions d'euros en résultat net part du Groupe et étaient composés d'éléments comptables récurrents pour +69 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour +17 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondaient principalement à la reprise de la provision Épargne Logement de +64 millions d'euros (+5 millions d'euros pour LCL, +4 millions d'euros pour AHM et +55 millions d'euros pour les Caisses régionales) ; les autres éléments récurrents de +5 millions d'euros se répartissaient entre la partie spread émetteur de la FVA²⁸ et le *secured lending* (+4 millions d'euros) et les couvertures de portefeuilles de prêts (+1 million d'euros). Les éléments non récurrents étaient liés à la poursuite de la réorganisation des activités Mobilité²⁹ sur le pôle SFS (+18 millions d'euros).

Hors les éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent³⁰ du Groupe Crédit Agricole atteint 2 190 millions d'euros, en hausse de +33,7% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4-2024 et au T4-2023

En m€	T4-24 publié	Eléments spécifiques	T4-24 sous- jacent	T4-23 publié	Eléments spécifiques	T4-23 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous- jacent
Produit net bancaire	9 817	(24)	9 840	8 769	93	8 677	+11,9%	+13,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 863)	(39)	(5 824)	(5 682)	4	(5 686)	+3,2%	+2,4%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	3 954	(63)	4 017	3 088	97	2 991	+28,0%	+34,3%
Coût du risque de crédit	(867)	0	(867)	(762)	-	(762)	+13,9%	+13,9%
Sociétés mises en équivalence	80	-	80	73	-	73	+9,9%	+9,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	(20)	(1)	(19)	(19)	-	(19)	+7,5%	+2,2%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	4	-	4	2	12	(9)	+60,4%	ns
Résultat avant impôt	3 150	(64)	3 214	2 382	109	2 274	+32,2%	+41,4%
Impôt	(784)	16	(799)	(455)	(23)	(432)	+72,4%	+85,1%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	(10)	-	(10)	(100,0 %)	(100,0%)
Résultat net	2 366	(48)	2 414	1 918	86	1 832	+23,4%	+31,8%
Intérêts minoritaires	(217)	7	(224)	(194)	-	(194)	+12,2%	+15,6%
Résultat net part du Groupe	2 149	(42)	2 190	1 724	86	1 638	+24,6%	+33,7%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	59,7%		59,2%	64,8%		65,5%	-5,1 pp	-6,4 pp

²⁸DVA (*Debt Valuation Adjustment*)

²⁹Les éléments spécifiques (one-off) liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF, avaient impacté le quatrième trimestre 2023 du pôle SFS et de CACF de manière suivante : +17 m€ en RNPG, dont +4 m€ sur les charges, +12 m€ de badwill et +1 m€ sur l'impôt.

³⁰ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

Au quatrième trimestre 2024, le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 9 840 millions d'euros, en hausse de +13,4% par rapport au quatrième trimestre 2023, s'appuyant sur la bonne performance de la plupart des métiers. En effet, les revenus sous-jacents sont en hausse en Banque de détail en France, le pôle Gestion de l'épargne et assurance profite d'une activité dynamique et de l'intégration de Degroof Petercam, le pôle Grandes clientèles s'appuie sur un haut niveau de revenus dans l'ensemble de ses métiers et le pôle Services financiers spécialisés bénéficie d'un effet prix positif. Par ailleurs, les revenus sont stables en Banque de proximité à l'international. Les **charges d'exploitation sous-jacentes** sont en hausse de +2,4% au quatrième trimestre 2024, pour s'établir à 5 824 millions d'euros. Au global, le Groupe voit son **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'établir à 59,2% au quatrième trimestre 2024, en amélioration de -6,4 points de pourcentage. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** s'établit à 4 017 millions d'euros, soit une hausse de +34,3% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent** s'élève à -867 millions d'euros, en augmentation de +13,9% par rapport au quatrième trimestre 2023. Il se décompose en une dotation de -363 millions d'euros liée à des provisions de prudence sur les encours sains (niveau 1 et 2), et une dotation de -489 millions d'euros de coût du risque avéré (niveau 3). A noter, également, une dotation de -16 millions d'euros sur les autres risques. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du quatrième trimestre ont été mis à jour par rapport au troisième trimestre avec un scénario favorable (PIB à +1,1% en France en 2024, +1,3% en 2025) et un scénario défavorable (PIB à +1,1% en France en 2024 et -0,1% en 2025). Le **coût du risque sur encours³¹ atteint 27 points de base sur quatre trimestres glissants** et 29 points de base en vision trimestrielle annualisée³².

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 3 214 millions d'euros**, en hausse de +41,4% par rapport au quatrième trimestre 2023. Il intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 80 millions d'euros (en hausse de +9,9%) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint -19 millions d'euros ce trimestre. La **charge d'impôt** sous-jacente est en hausse de +85,1% sur la période avec un taux d'impôt ce trimestre à 25,5%, en hausse de +6,0 points de pourcentage. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +31,8% pour s'établir à 2 414 millions d'euros. Les intérêts minoritaires augmentent de +15,6%. Enfin, **le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 2 190 millions d'euros ressort en hausse de +33,7%** par rapport au quatrième trimestre 2023.

³¹ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

³² Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole en 2024 et en 2023

En m€	2024 publié	Eléments spécifiques	2024 sous-jacent	2023 publié	Eléments spécifiques	2023 sous- jacent	Δ 2024/2 023 publié	Δ 2024/2023 sous- jacent
Produit net bancaire	38 060	93	37 967	36 492	851	35 641	+4,3%	+6,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(22 729)	(123)	(22 606)	(21 464)	(14)	(21 450)	+5,9%	+5,4%
FRU	-	-	-	(620)	-	(620)	(100,0%)	(100,0%)
Résultat brut d'exploitation	15 332	(30)	15 362	14 408	837	13 572	+6,4%	+13,2%
Coût du risque de crédit	(3 191)	(20)	(3 171)	(2 941)	(84)	(2 856)	+8,5%	+11,0%
Sociétés mises en équivalence	283	(0)	283	263	(39)	302	+7,6%	(6,1%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(39)	(24)	(15)	88	89	(1)	ns	x 18,9
Variation de valeur des écarts d'acquisition	4	-	4	2	12	(9)	+60,4%	ns
Résultat avant impôt	12 388	(74)	12 462	11 821	814	11 007	+4,8%	+13,2%
Impôt	(2 888)	12	(2 900)	(2 748)	(203)	(2 545)	+5,1%	+13,9%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	(3)	-	(3)	(100,0%)	(100,0%)
Résultat net	9 500	(62)	9 562	9 071	611	8 459	+4,7%	+13,0%
Intérêts minoritaires	(860)	23	(883)	(813)	(0)	(813)	+5,8%	+8,7%
Résultat net part du Groupe	8 640	(39)	8 679	8 258	611	7 647	+4,6%	+13,5%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	59,7%		59,5%	58,8%		60,2%	+0,9 pp	-0,6 pp

Sur l'ensemble de l'année 2024, le résultat net part du Groupe publié est de 8 640 millions d'euros, contre 8 258 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2023, en hausse de +4,6%.

Les éléments spécifiques de l'ensemble de l'année 2024 comprennent les éléments spécifiques des Caisses régionales (+ 47 millions d'euros de reprises de provisions Epargne Logement) et les éléments spécifiques de Crédit Agricole S.A. détaillés dans la section Crédit Agricole S.A.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 8 679 millions d'euros**, en hausse de +13,5% par rapport à l'ensemble de l'année 2023.

Le **produit net bancaire sous-jacent s'élève à 37 967 millions d'euros**, en hausse de +6,5% par rapport aux à l'ensemble de l'année 2023, porté par tous les métiers (hors AHM).

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes s'élèvent à -22 606 millions d'euros, en hausse de +5,4 % hors FRU par rapport à 2023, notamment sous l'effet de la hausse des rémunérations dans un contexte inflationniste, de l'accompagnement du développement des métiers, des dépenses IT et d'effets périmètre détaillés dans les pôles. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** sur l'ensemble de l'année 2024 s'établit à 59,5 % en amélioration de -0,6 point de pourcentage par rapport à celui de l'ensemble de l'année 2023 hors FRU. Le FRU s'élevait à -620 millions d'euros en 2023.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi 15 362 millions d'euros, en hausse de +13,2 % par rapport à l'ensemble de l'année 2023.

Le **coût du risque** sous-jacent sur l'ensemble de l'année 2024 est en hausse, à -3 171 millions d'euros (dont -540 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -2 637 millions d'euros de coût du risque avéré et + 6 millions d'euros de risques autres correspondant principalement à des reprises de provisions juridiques), soit une hausse de +11,0% par rapport à l'ensemble de l'année 2023.

Au 31 décembre 2024, les indicateurs de risque confirment **la qualité de l'actif du groupe Crédit Agricole et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (45% des encours bruts) et entreprises (33% des encours bruts). Le stock de provisions s'élève à 21,3 milliards d'euros à

fin décembre 2024 (dont 11,7 milliards d'euros pour les Caisses régionales), dont 42,2% de provisions sur encours sains (47,3% pour les Caisses régionales). La gestion prudente de ce stock de provisions permet au Groupe Crédit Agricole de présenter un taux de couverture global des créances douteuses élevé à 84,9% à fin décembre 2024.

Le **résultat net sur autres actifs** sous-jacent s'établit à -15 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2024 contre -1 million d'euro sur l'ensemble de l'année 2023. Le résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires ressort en hausse de +13,2%, à 12 462 millions d'euros. La charge d'impôt est de -2 900 millions d'euros, en hausse de +13,9%, avec un taux d'impôt effectif sous-jacent s'établissant à 23,8%, stable comparé à l'ensemble de l'année 2023. Le résultat net avant minoritaires affiche ainsi une hausse de +13,0 %. Les intérêts minoritaires s'établissent à -883 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2024, soit une hausse de +8,7 %.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent de l'ensemble de l'année 2024 s'établit ainsi à 8 679 millions d'euros en hausse de + 13,5% par rapport à l'ensemble de l'année 2023.

Caisses régionales

La conquête brute s'établit à +273 000 nouveaux clients sur le trimestre **et le fonds de commerce croît de +10 000** nouveaux clients sur la même période. Le taux de principalisation de dépôts à vue ainsi que la part des clients utilisant les outils digitaux continuent sa progression. Les parts de marché de crédit (total crédits) s'élèvent à 22,7% (à fin septembre 2024, source Banque de France). **La production de crédit est en hausse** de +7,4% par rapport au quatrième trimestre 2023, en lien avec la hausse de +7,8% sur le crédit habitat et les marchés spécialisés. Sur le crédit habitat, la production est en reprise progressive depuis le début de l'année. Le taux moyen à la production des crédits habitat atteint 3,35%³³ sur la période d'octobre et novembre 2024, en baisse de -12 points de base par rapport à celui du troisième trimestre 2024. En revanche, le taux global du stock sur l'ensemble des crédits s'améliore progressivement (+16 points de base par rapport au quatrième trimestre 2023). **Les encours de crédits** atteignent 648 milliards d'euros à fin décembre 2024, stables sur un an sur tous les marchés et en légère hausse de +0,2% sur le trimestre.

Les encours de collecte affichent une hausse de +2,6% sur un an pour atteindre 910,9 milliards d'euros à fin décembre 2024. Cette croissance est portée tant par les encours de collecte bilan, qui atteignent 605,9 milliards d'euros (+1,7% sur un an), que par les encours de collecte hors-bilan, qui atteignent 305 milliards d'euros (+4,4% sur un an), bénéficiant d'une collecte dynamique sur l'assurance-vie. Sur le trimestre, le mix de la collecte bilan reste stable entre les dépôts à vue et les dépôts à terme qui évoluent respectivement de -0,5% et +0,1% par rapport à fin septembre 2024. **Les parts de marché de la collecte bilan** sont en progression par rapport à l'année dernière et s'élèvent à 20,3% (Source Banque de France, données à fin septembre 2024, soit +0,4 point de pourcentage par rapport à septembre 2023). Le **taux d'équipement sur l'assurance dommage**³⁴ s'établit à 43,9% à fin décembre 2024 et poursuit sa progression (+0,8 point par rapport à décembre 2023). Concernant les **moyens de paiement**, le nombre de cartes est en hausse de +1,6% sur un an, tout comme la part des cartes haut de gamme dans le stock qui augmente de 1,6 point de pourcentage sur un an, et représente désormais 16,4% du total des cartes.

Au quatrième trimestre 2024, le produit net bancaire consolidé des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie³⁵ atteint 3 247 millions d'euros, en hausse de +0,7% par rapport au quatrième trimestre 2023, impacté notamment par un effet de base lié à la reprise de provision épargne logement au quatrième trimestre 2023 de +73,6 millions d'euros³⁶. Hors cet élément, les revenus sont en hausse de +3,1% par rapport au quatrième trimestre 2023, la hausse de la marge d'intermédiation (+9,8% hors effet de base EL³⁶) et la bonne dynamique des commissions (+1,6%) en assurance, gestion de comptes et moyens de paiement compense la baisse des revenus de portefeuille (-10,0%). **Les charges d'exploitation** sont stables (+0,7%), à un niveau inférieur à l'inflation. **Le résultat brut d'exploitation** ressort en hausse de +0,8% sur un an (+11,6% hors effet de base EL³⁶). Le **coût du risque est en baisse** de -24,6% par rapport au quatrième trimestre 2023 et s'élève à -242 millions d'euros. Le **coût du risque sur encours** (sur quatre trimestres glissants) demeure à un niveau maîtrisé à 20 points de base, en baisse de -1 point de base par rapport au troisième trimestre 2024.

Le résultat net consolidé des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie³⁵ s'élève à 419 millions d'euros, en hausse de +19,9% par rapport au quatrième trimestre 2023 (+42,1% hors effet de base³⁶).

La contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe s'élève à 403 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, en hausse de +20,3% en comparaison au quatrième trimestre 2023.

Sur l'ensemble de l'année 2024, le produit net bancaire y compris dividende SAS Rue La Boétie est en hausse (+1,9%) par rapport à la même période en 2023. Les charges d'exploitation progressent de +1,4% et le **résultat brut d'exploitation** est par conséquent en hausse de +2,7%. Enfin, avec un **coût du risque** en hausse de +14,0%, le **résultat net part du groupe des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie** s'élève à 3 470 millions d'euros, en hausse de +2,5% par rapport à l'ensemble de l'année 2023 (+5,5% hors effet de base EL³⁶).

La contribution des Caisses régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole sur l'ensemble de l'année 2024 s'élève à 1 423 millions d'euros en résultat net part du groupe publié (-18,9% par rapport à la même période en 2023), avec un produit net bancaire à 13 110 millions d'euros (-1,1%), les charges à -9 956 millions d'euros (+2,6%) et un coût du risque à -1 319 millions d'euros (+14,5%).

³³ Taux de crédits moyen sur les réalisations mensuelles d'octobre et novembre 2024

³⁴ Taux d'équipement - Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

³⁵ Dividende SAS Rue La Boétie versé au T2 annuellement

³⁶ Effet de base EL (reprise de la provision pour épargne logement) au T4-23 +73,6 M€ en PNB et de +54,6 M€ en RNPG

Crédit Agricole S.A.

Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 4 février 2025, a examiné les comptes du quatrième trimestre 2024.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T4-2024 et au T4-2023								
En m€	T4-24 publié	Eléments spécifiques	T4-24 sous- jacent	T4-23 publié	Eléments spécifiques	T4-23 sous- jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous- jacent
Produit net bancaire	7 092	(24)	7 116	6 040	19	6 021	+17,4%	+18,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 917)	(39)	(3 878)	(3 710)	4	(3 714)	+5,6%	+4,4%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	3 175	(63)	3 238	2 330	24	2 307	+36,2%	+40,4%
Coût du risque de crédit	(594)	0	(594)	(440)	-	(440)	+35,0%	+35,0%
Sociétés mises en équivalence	62	-	62	61	-	61	+2,4%	+2,4%
Gains ou pertes sur autres actifs	(9)	(1)	(8)	(17)	-	(17)	(45,9%)	(51,9%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	2	12	(9)	ns	(100,0%)
Résultat avant impôt	2 634	(64)	2 698	1 937	35	1 902	+36,0%	+41,9%
Impôt	(681)	16	(697)	(369)	(4)	(365)	+84,7%	+91,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	(10)	-	(10)	ns	ns
Résultat net	1 953	(48)	2 001	1 558	32	1 527	+25,3%	+31,1%
Intérêts minoritaires	(264)	7	(271)	(224)	(0)	(224)	+17,8%	+21,1%
Résultat net part du Groupe	1 689	(41)	1 730	1 334	31	1 303	+26,6%	+32,8%
Bénéfice par action (€)	0,52	(0,01)	0,54	0,41	0,01	0,40	+26,8%	+33,4%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	55,2%		54,5%	61,4%		61,7%	-6,2 pp	-7,2 pp

Au quatrième trimestre 2024, le résultat net part du Groupe publié de Crédit Agricole S.A. ressort à 1 689 millions d'euros, soit une hausse de +26,6% par rapport au quatrième trimestre 2023, qui bénéficiait d'éléments non récurrents favorables liés aux reprises de provisions Épargne Logement et amende Echange Image Chèque et à la fin de la réorganisation des activités Mobilité (cf. ci-dessous). Ce résultat du quatrième trimestre 2024 est en forte hausse et s'appuie sur des revenus élevés (dépassant 7 milliards d'euros) ainsi que sur un coefficient d'exploitation maintenu à un niveau bas.

Les éléments spécifiques ce trimestre ont un impact cumulé de -41 millions d'euros en résultat net part du Groupe, ils sont composés des éléments comptables récurrents suivants : les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir la DVA (*Debt Valuation Adjustment*), la partie *spread* émetteur de la FVA et le *secured lending* pour -19 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Grandes clientèles, et la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour +1 million d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent des éléments spécifiques à ce trimestre : des coûts d'intégration Degroof Petercam pour - 8 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Gestion de l'épargne et assurance, des coûts d'intégration ISB pour -15 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Grandes clientèles.

Les éléments spécifiques du quatrième trimestre 2023 ont eu un impact de +31 millions d'euros en résultat net part du Groupe et étaient composés d'éléments comptables récurrents pour +14 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour +17 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondaient principalement à la reprise de la provision Épargne Logement de +8 millions d'euros (+4 millions d'euros sur LCL et +4 millions d'euros sur AHM) ; les autres éléments récurrents se compensaient entre la partie *spread* émetteur de la FVA et le *secured lending* (+4 millions d'euros) et les couvertures de portefeuilles de prêts (+1 million d'euros). Les éléments non récurrents étaient liés à la poursuite de la réorganisation des activités Mobilité sur le pôle SFS (+17 millions d'euros).

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**³⁷ s'établit à **1 730 millions d'euros** au quatrième trimestre 2024, en hausse de +32,8% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Au quatrième trimestre 2024, les **revenus sous-jacents** sont à un niveau élevé et atteignent 7 116 millions d'euros. Ils sont en hausse marquée (+18,2%) par rapport au quatrième trimestre 2023. Cette croissance est portée par la croissance du pôle Gestion de l'épargne et assurance (+31,6%) dont la croissance est tirée par la hausse des encours sur tous les métiers et qui prend en compte l'intégration de Degroof Petercam³⁸. A noter un effet de base favorable lié à la forte sinistralité climatique sur le quatrième trimestre 2023. Les revenus du pôle Grandes clientèles (+10,6%) s'appuient sur une bonne performance de tous les métiers avec une progression continue des revenus au quatrième trimestre en banque de financement et d'investissement, en plus des évolutions favorables de la marge nette d'intérêt et des commissions au sein de CACEIS. Les revenus du pôle des Services financiers spécialisés (+4,0%) bénéficient notamment d'effets prix positifs dans le métier Financement personnel et mobilité. Les revenus de la Banque de proximité en France (+0,8%) sont portés par la hausse des commissions qui permet de compenser la baisse de la MNI, et enfin ceux de la Banque de proximité à l'international (-0,5%) sont stables. Les revenus du pôle Activités hors métiers enregistrent une hausse de +362 millions d'euros, favorablement impactée par le dividende et la revalorisation de la participation dans Banco BPM pour +294 millions d'euros.

Les charges d'exploitation sous-jacentes s'élèvent à -3 878 millions d'euros, au quatrième trimestre 2024, en hausse de +4,4% par rapport au quatrième trimestre 2023 en lien avec l'accompagnement du développement des métiers. La hausse des charges de -164 millions d'euros sur un an est constituée pour l'essentiel d'un effet périmètre à hauteur de -132 millions d'euros³⁹.

Le coefficient d'exploitation sous-jacent s'établit ainsi à 54,5% au quatrième trimestre 2024, en baisse de -7,2 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2023.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent du quatrième trimestre 2024 s'établit à 3 238 millions d'euros, en hausse de +40,4% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Au 31 décembre 2024, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (26% des encours bruts) et entreprises (44% des encours bruts de Crédit Agricole S.A.). Le taux de créances douteuses est en baisse de -0,2 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent et demeure toujours bas à 2,3%. Le taux de couverture⁴⁰, élevé, à 74,1%, est en hausse de +2,7 points de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions** s'établit à 9,6 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., stable par rapport à fin septembre 2024. Sur ce stock de provisions, 35,8% sont liées au provisionnement des encours sains (proportion en hausse de +1,5 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent).

Le **coût du risque** sous-jacent est en dotation nette de -594 millions d'euros, en hausse de +35,0% par rapport au quatrième trimestre 2023, et se décompose en une dotation sur encours sains (niveau 1 et 2) de -278 millions d'euros (contre une dotation de -1 million d'euros au quatrième trimestre 2023) et un provisionnement des risques avérés (niveau 3) pour -297 millions d'euros (contre une dotation de -373 millions d'euros au quatrième trimestre 2023). A noter, également, une dotation de - 18 millions d'euros sur d'autres éléments (provisions juridiques), principalement sur le métier SFS (-30 millions d'euros de provisions juridiques). Par métier, 52% de la dotation nette du trimestre provient du pôle des Services financiers spécialisés (en hausse par rapport à fin décembre 2023, inchangé par rapport à septembre 2024), 13% de LCL (22% à fin décembre 2023), 17% de la Banque de détail à l'international (23% à fin décembre 2023), 16% sur les Grandes clientèles (9% à fin décembre 2023) et 1% sur le pôle des Activités hors métiers (3% à fin décembre 2023). Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du quatrième trimestre ont été mis à jour par rapport au troisième trimestre avec un scénario favorable (PIB à +1,1% en France en 2024, +1,3% en 2025) et un scénario défavorable (PIB à +1,1% en France en 2024 et -0,1% en 2025). Au quatrième trimestre 2024, le coût du risque sur encours atteint

³⁷ Sous-jacent, hors éléments spécifiques.

³⁸ Effet périmètre en revenus de Degroof Petercam : +158 millions d'euros au quatrième trimestre 2024

³⁹ Effets périmètre en charge au quatrième trimestre 2024 : Degroof Petercam pour -120 millions d'euros et divers autres

⁴⁰ Taux de provisionnement calculé avec au dénominateur les encours en « stage 3 », et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

34 points de base sur quatre trimestres glissants⁴¹ et 44 points de base en vision trimestrielle annualisée⁴² (respectivement en dégradation de 1 point de base et 10 points de base par rapport au quatrième trimestre 2023).

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence** ressort à 62 millions d'euros au quatrième trimestre 2024 en hausse de +2,4% par rapport au quatrième trimestre 2023, s'appuyant notamment sur la croissance des sociétés mises en équivalence du métier du Financement personnel et mobilité.

Le **résultat sous-jacent**⁴³ **avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de +41,9%, à 2 698 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à 26,4%, en hausse de +6,7 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2023. La charge d'impôt sous-jacente est de -697 millions d'euros, en hausse de +91% en lien notamment avec un effet base favorable. Le **résultat net sous-jacent avant minoritaires** est en progression de +31,1%, et s'établit à 2 001 millions d'euros. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à -271 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, en hausse de +21,1%.

Le **bénéfice par action sous-jacent** sur le quatrième trimestre 2024 atteint **0,54 €**, il est en hausse de +33,4% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. en 2024 et 2023

En m€	2024 publié	Eléments spécifiques	2024 sous- jacent	2023 publié	Eléments spécifiques	2023 sous- jacent	Δ 2024/ 2023 publié	Δ 2024/2023 sous-jacent
Produit net bancaire	27 181	30	27 151	25 180	617	24 563	+7,9%	+10,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(14 895)	(123)	(14 772)	(13 632)	(14)	(13 618)	+9,3%	+8,5%
FRU	-	-	-	(509)	-	(509)	(100,0%)	(100,0%)
Résultat brut d'exploitation	12 286	(94)	12 379	11 039	603	10 436	+11,3%	+18,6%
Coût du risque de crédit	(1 850)	(20)	(1 830)	(1 777)	(84)	(1 693)	+4,1%	+8,1%
Sociétés mises en équivalence	194	(0)	194	197	(39)	235	(1,5%)	(17,6%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(4)	(24)	20	85	89	(4)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	2	12	(9)	(100,0%)	(100,0%)
Résultat avant impôt	10 625	(138)	10 763	9 546	580	8 966	+11,3%	+20,0%
Impôt	(2 472)	28	(2 500)	(2 201)	(153)	(2 047)	+12,3%	+22,1%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	(3)	-	(3)	ns	ns
Résultat net	8 153	(109)	8 263	7 343	427	6 916	+11,0%	+19,5%
Intérêts minoritaires	(1 067)	24	(1 090)	(995)	(2)	(992)	+7,3%	+9,9%
Résultat net part du Groupe	7 087	(86)	7 172	6 348	425	5 923	+11,6%	+21,1%
Bénéfice par action (€)	2,11	(0,03)	2,14	1,94	0,14	1,80	+8,5%	+18,5%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	54,8%		54,4%	54,1%		55,4%	+0,7 pp	-1,0 pp

Sur l'année 2024, le résultat net part du Groupe publié est de 7 087 millions d'euros, contre 6 348 millions d'euros par rapport à l'année 2023, soit une hausse de +11,6%.

Les **éléments spécifiques pour l'année 2024** ont un effet négatif de **-86 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié et sont composés d'éléments comptables récurrents pour +21 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour -107 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondent principalement aux reprises et dotations aux provisions Epargne Logement à hauteur de + 1 million d'euros en net, ainsi qu'aux éléments de volatilité comptable du pôle Grandes clientèles (+15 millions d'euros sur la DVA et +6 millions d'euros sur les couvertures de portefeuilles de prêts). Les éléments non récurrents sont liés aux coûts d'intégration et d'acquisition de Degroof Petercam (-35 millions d'euros) au sein du pôle Gestion de l'épargne et assurance, aux coûts d'intégration (-52 millions

⁴¹ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

⁴² Le coût du risque sur encours (en points de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre.

⁴³ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

d'euros) d'ISB au sein du pôle Grandes clientèles et à un complément de provision pour risque Ukraine (-20 millions d'euros) au sein du pôle Banques de proximité à l'international.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 7 172 millions d'euros**, en hausse de **+21,1%** par rapport à l'ensemble de l'année 2023.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+10,5%** par rapport à l'année 2023, portés par tous les métiers.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en hausse de +8,5% par rapport à 2023, en lien essentiellement avec l'accompagnement du développement des métiers et l'intégration d'effets périmètre, partiellement compensés par la fin de la période de constitution du FRU⁴⁴. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit ainsi à 54,4% sur la période, en baisse de 1 point de pourcentage par rapport à la même période en 2023. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi 12 379 millions d'euros, +18,6% par rapport à l'ensemble de l'année 2023. Le **coût du risque** sous-jacent affiche une hausse de +8,1% sur la période, s'établissant à -1 830 millions d'euros contre -1 693 millions d'euros en 2023. Enfin, les sociétés mises en équivalence sous-jacentes s'élèvent à 194 millions d'euros, en diminution de -17,6% sur la période.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 2,14 euros par action** sur l'année 2024, en hausse de **+18,5%** par rapport à 2023.

Le **RoTE⁴⁵ sous-jacent**, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé⁴⁶ et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'Additional Tier 1 (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) et net de l'impact de change sur les AT1 remboursés, et retraité de certains éléments volatils comptabilisés en capitaux propres (dont réserves latentes), atteint **14,0%** sur 2024, en hausse de +1,4 point de pourcentage par rapport à 2023.

⁴⁴ La charge de FRU constatée sur l'ensemble de l'année 2023 était de -509 millions d'euros.

⁴⁵ Voir détails du calcul du RoTE (retour sur fonds propres hors incorporels) en Annexes

⁴⁶ Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au quatrième trimestre 2024, les encours du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) s'établissent à 2 867 milliards d'euros, en hausse de +58 milliards d'euros sur le trimestre (soit +2,1%), en raison essentiellement d'un effet marché favorable et d'un bon niveau de collecte nette sur les trois métiers de gestion d'actifs, d'assurance et de gestion de fortune. Sur un an, les encours gérés sont en hausse de +12,1%.

L'activité en assurances (Crédit Agricole Assurances) est très dynamique avec un chiffre d'affaires global de 10,9 milliards d'euros, un niveau record pour un quatrième trimestre, en augmentation de +14,2% par rapport au quatrième trimestre 2023, et en hausse dans les trois lignes métiers - épargne/ retraite, dommages, et prévoyance/emprunteur/ assurances collectives. En cumulé, le chiffre d'affaires global s'établit également à un niveau record à 43,6 milliards d'euros, en augmentation de +17,2% par rapport à l'année 2023.

En Epargne/Retraite, au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires atteint 8,3 milliards d'euros, en hausse de +17,3% par rapport au quatrième trimestre 2023. L'activité s'appuie sur des campagnes de bonus sur versements euros en France, lancées au cours du premier trimestre, qui ont dynamisé la collecte brute Euro, ainsi que sur une confirmation de la reprise de l'activité à l'international. Le taux d'unités de compte de la collecte brute⁴⁷ s'établit à 37,4%, en baisse de -12,8 points de pourcentage sur un an, en lien avec une attractivité moins forte des unités de compte obligataires. La collecte nette du trimestre atteint +2,4 milliards d'euros (+0,8 milliard d'euros par rapport au troisième trimestre 2024), constitué d'une collecte nette de +1,4 milliard d'euros en unités de compte et de +1,1 milliard d'euros sur les fonds en euros. En cumulé, le chiffre d'affaires Epargne/Retraite atteint 32,1 milliards d'euros, +21,5% par rapport à fin décembre 2023.

Les **encours** (épargne, retraite et prévoyance obsèques) poursuivent leur progression et s'établissent à 347,3 milliards d'euros (+17,0 milliards d'euros sur un an, soit +5,1%). La croissance des encours est portée par des effets marché favorables et la collecte nette positive. La part des unités de compte dans les encours est de 30%, en hausse de +1,1 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2023.

Le taux de participation aux bénéficiaires des contrats d'assurance vie en euro de Predica crédité au titre de 2024 est stable par rapport à celui de 2023⁴⁸. La **provision pour participation aux excédents** (PPE⁴⁹) s'élève à 7,5 milliards d'euros au 31 décembre 2024 et représente 3,3% du total des encours euros.

En Assurance dommages, le chiffre d'affaires s'établit à 1,2 milliard d'euros au quatrième trimestre 2024, en hausse de +9,9%⁵⁰ par rapport au quatrième trimestre 2023. Cette croissance s'appuie sur un effet prix, avec une hausse de la prime moyenne, bénéficiant des révisions tarifaires ainsi que de l'évolution du mix produit, et un effet volume avec un portefeuille de près de 16,7 millions⁵¹ de contrats à fin décembre 2024 (soit +5,3% sur un an). Enfin, le ratio combiné à fin décembre 2024 s'établit à 94,4%⁵², en amélioration de -2,7 points de pourcentage sur un an, en lien avec un effet de base favorable, i.e. faible sinistralité climatique en 2024 en comparaison avec une année 2023 impactée par de fortes tempêtes au dernier trimestre. En cumulé à fin décembre 2024, le chiffre d'affaires s'élève à 6,2 milliards d'euros, en progression de +8,2% par rapport à l'année 2023.

En **prévoyance/ emprunteur/ assurances collectives**, le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2024 s'établit à 1,3 milliard d'euros en hausse de +1,4% par rapport au quatrième trimestre 2023. La bonne dynamique en prévoyance individuelle et en assurances collectives (+9,9% et +22,1% respectivement par rapport au quatrième trimestre 2023), compense un repli en assurance emprunteur (-4,9%) à la fois sur le crédit à la consommation et le crédit immobilier.

⁴⁷ En normes locales

⁴⁸ Pouvant atteindre jusqu'à 3,85% sur le contrat Anaé dont le taux UC > 50% et bénéficiant de frais de gestion de 0,5%

⁴⁹ Périmètre Vie France

⁵⁰ Le chiffre d'affaires Assurance dommages intègre un effet périmètre lié à la première consolidation de CATU depuis T2-24 (entité de dommages en Pologne) : hausse du chiffre d'affaires de +9,4% T4/T4 à périmètre constant

⁵¹ Périmètre : dommages France et international

⁵² Ratio combiné dommages en France (Pacifica) y.c actualisation et hors désactualisation, net de réassurance : (sinistralité + frais généraux + commissions) / primes brutes acquises. Ratio non actualisé : 96,4% (-4,3 pp sur un an).

En cumulé, à fin décembre 2024, le chiffre d'affaires en protection des personnes est de 5,3 milliards d'euros, en progression de +4,6% par rapport à l'année 2023.

Sur la Gestion d'actifs (Amundi), les encours gérés par Amundi progressent sur le trimestre et sur l'année de respectivement +2,2% et +10,0%, pour atteindre le nouveau record de 2 240 milliards d'euros à fin décembre 2024, bénéficiant de l'appréciation des marchés, mais aussi d'un niveau élevé de collecte sur le trimestre et sur l'année.

Sur le trimestre, la collecte nette s'élève à +20,5 milliards d'euros, au plus haut niveau depuis 2021, portée par les actifs moyen long terme⁵³ (+17,9 milliards d'euros), en gestion active ainsi que comme les trimestres précédents en ETFs. Le segment **Retail** enregistre une collecte nette record en 2024 auprès des distributeurs tiers, bien diversifiée sur toutes les classes d'actifs, et une collecte positive des réseaux partenaires en France. Le segment des **institutionnels** poursuit sa solide dynamique commerciale, avec une collecte nette tirée par les actifs moyen long terme des institutionnels et souverains, et par les produits de trésorerie des corporates. Enfin, les **JVs** continuent de bénéficier de la collecte dynamique de SBI MF en Inde. Ainsi, l'augmentation des encours de +48,5 milliards d'euros sur le trimestre est liée à un bon niveau d'activité (collecte nette de +20,5 milliards d'euros) et un effet marché et change positif de +28,1 milliards d'euros. Sur l'année 2024, la progression des encours de +203 milliards d'euros est liée à la collecte nette record de +55,4 milliards d'euros, multipliée par deux par rapport à 2023, un effet marché favorable de +140,1 milliards d'euros et d'un effet périmètre de +7,9 milliards d'euros en lien avec l'intégration d'Alpha Associate depuis le deuxième trimestre 2024.

En Gestion de fortune, les encours gérés s'établissent au total (CA Indosuez Wealth Management et Banque privée de LCL) à 279 milliards d'euros à fin décembre 2024 et sont en augmentation de +1,9% par rapport à septembre 2024 et de +46,9% par rapport à décembre 2023.

Pour **Indosuez Wealth Management**, les encours à fin décembre établissent à 215 milliards d'euros⁵⁴ en hausse de +2,6% par rapport à fin septembre 2024, grâce à un bon niveau d'activité avec une collecte nette de +1,9 milliard d'euros et d'un effet marché favorable de +3,7 milliards d'euros. Par rapport à fin décembre 2023, les encours sont en augmentation de +87 milliards d'euros, soit +68,2%, compte tenu d'un effet périmètre de 69 milliards d'euros (intégration de Degroof Petercam en juin 2024). A noter également sur le trimestre la poursuite de l'intégration de Degroof Petercam avec plusieurs réorganisations capitalistiques en France et au Luxembourg et les fusions effectives des entités légales prévues au troisième trimestre 2025. Par ailleurs, en 2025, Indosuez Wealth Management prévoit environ 70 à 80 millions d'euros de coûts d'intégration supplémentaires liés à Degroof Petercam.

Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au quatrième trimestre 2024 le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 2 045 millions d'euros, en hausse de +31,6% par rapport au quatrième trimestre 2023, porté par toutes les activités du pôle. Les **charges** augmentent de +28% à -930 millions d'euros et le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 1 116 millions d'euros, +34,7% par rapport au quatrième trimestre 2023. Le **coefficient d'exploitation** du quatrième trimestre 2024 s'élève à 45,5%, en baisse de -1,3 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023. L'impôt s'établit à -315 millions d'euros en progression de +82,3%, notamment liée au périmètre des assurances. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'élève à 695 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, en hausse de +27,4% par rapport à la même période en 2023.

Sur l'année 2024, le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 7 648 millions d'euros, en hausse de +14,4% par rapport à fin décembre 2023, porté par un très haut niveau de revenus sur les trois métiers, en Assurances, en Gestion d'actifs et en Gestion de fortune. Les charges hors FRU augmentent de +17,1% à -3 365 millions d'euros et le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 4 284 millions d'euros (soit +12,5% par rapport à fin décembre 2023). Le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 44%, en augmentation de +1,0 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2023. La charge d'impôt 2024 s'établit à -973 millions d'euros, en hausse de 11,7% par rapport à 2023. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'établit à 2 875 millions d'euros, en hausse de +13,1% par rapport à 2023, en progression sur les trois activités du pôle GEA.

⁵³ Hors JV

⁵⁴ Ce chiffre est retraité des actifs en conservation liée pour clients institutionnels

À fin décembre 2024, le pôle GEA contribue à hauteur de 38% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. et à hauteur de 28% aux revenus sous-jacents (hors AHM).

Au 31 décembre 2024, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 12,6 milliards d'euros dont 10,4 milliards d'euros sur les Assurances, 1,3 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,9 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 57,5 milliards d'euros dont 34,5 milliards d'euros sur les Assurances, 13,7 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 9,4 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 26,9% à fin décembre 2024.

Résultats Assurances

Au quatrième trimestre 2024, le **produit net bancaire** des assurances atteint 715 millions d'euros, en hausse marquée de +37,1% par rapport au quatrième trimestre 2023, bénéficiant d'un effet de base favorable (quatrième trimestre 2023 ayant été impacté par la forte sinistralité liée aux tempêtes Ciaran et Domingos), de l'activité dynamique et de la progression des encours. Les revenus du trimestre se composent notamment de 540 millions d'euros sur l'épargne retraite⁵⁵, 93 millions d'euros sur la protection des personnes⁵⁶ et 141 millions d'euros sur le dommage⁵⁷.

La **CSM** (*Contractual Service Margin*) s'établit à 25,2 milliards d'euros à fin décembre 2024, en hausse de +5,8% sur un an, bénéficiant de l'impact positif de la réévaluation du stock et de la contribution des affaires nouvelles supérieure à l'allocation de CSM. Le facteur d'allocation de CSM s'élève à 7,7% en 2024.

Les charges non attribuables du trimestre s'établissent à -77 millions d'euros, en hausse de +2,7% par rapport au quatrième trimestre 2023. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** atteint 638 millions d'euros, en hausse de +42,9% par rapport à la même période en 2023. Les impôts s'établissent à -218 millions d'euros, alors qu'ils étaient de -79 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, en lien avec l'augmentation du taux d'imposition à 34,5% (+16,7 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2023). Cette évolution est notamment liée à une réestimation à la hausse du taux d'imposition intégrant une baisse de valorisations d'actifs à taux réduit. Les intérêts minoritaires s'établissent à 3 millions d'euros par rapport à -32 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, impactés par la prise en compte d'éléments comptables liés aux remboursements d'instruments RT1. Le **résultat net part du Groupe** s'établit à 418 millions d'euros, en hausse de +24,5% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Le **produit net bancaire** de l'assurance sur l'année 2024 atteint 2 845 millions d'euros, en hausse de +11,9% par rapport à 2023, en lien avec l'activité dynamique, la progression des encours, ainsi que la moindre sinistralité en 2024 par rapport à 2023. Les **charges non attribuables** s'établissent à -341 millions d'euros, en hausse de +9,3%. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 12%, en deçà du plafond cible fixé par le Plan Moyen Terme de 15%. Le **résultat brut d'exploitation** est de 2 504 millions d'euros (+12,2% par rapport à 2023). La charge d'impôts s'établit à -572 millions d'euros, en hausse de +16,6% par rapport au 2023, en lien avec la moindre contribution d'opérations à taux réduit au taux d'imposition global. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** atteint 1 884 millions d'euros, en progression de +14% par rapport à 2023.

Les Assurances contribuent à hauteur de 25% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2024 et de 10 % à leurs revenus sous-jacents.

Crédit Agricole Assurances affiche sa solidité avec un ratio prudentiel Solvabilité 2 supérieur à 200% au 31 décembre 2024.

Résultats Gestion d'actifs

Au quatrième trimestre 2024, le **produit net bancaire** atteint 901 millions d'euros et affiche une croissance hausse de +14,5% par rapport au quatrième trimestre 2023, principalement tirée par les revenus de gestion et de technologie. Les commissions nettes de gestion affichent une croissance soutenue de +13,5% par rapport au quatrième trimestre 2023, liée au bon niveau d'activité et la progression des encours moyens sous gestion. Les commissions de

⁵⁵ Montant de l'allocation de Contractual Service Margin (CSM) et de Risk Adjustment (RA) y compris assurances obsèques

⁵⁶ Montant d'allocation de CSM et de RA

⁵⁷ Net du coût de la réassurance, hors résultat financier

surperformance sont également en progression de +67,6% par rapport au quatrième trimestre 2023, bénéficiant de la bonne performance des stratégies actives notamment taux et crédit. Les revenus d'Amundi Technology poursuivent leur croissance soutenue et progressent de +47,1% par rapport au quatrième trimestre 2023, amplifiée ce trimestre par la première consolidation d'aixigo, un leader européen de la Wealth Tech, dont l'acquisition a été finalisée en novembre 2024. Les **charges** d'exploitation s'élèvent à -506 millions d'euros, en hausse de +16,2% par rapport au quatrième trimestre 2024, expliquée principalement par l'effet de la première consolidation d'Alpha Associates et aixigo, l'accélération des investissements stratégiques, la croissance des revenus sur les rémunérations variables en lien avec la performance opérationnelle et des coûts d'intégration liés aux acquisitions⁵⁸. Retraite des coûts d'intégration, la hausse des charges reste inférieure à la progression des revenus, dégagant ainsi un effet ciseaux positif. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 395 millions d'euros, en hausse de +12,5% par rapport au quatrième trimestre 2023, reflétant la croissance à deux chiffres des revenus. La contribution des **sociétés mises en équivalence**, reprenant la contribution des *joint-ventures* asiatiques d'Amundi, s'établit à 29 millions d'euros, en hausse de +1,8% par rapport au quatrième trimestre 2023. La charge d'impôt s'élève à -80 millions d'euros (soit -9,6%). Le résultat net avant déduction des minoritaires s'élève à 341 millions d'euros, en progression de +18% par rapport à la même période en 2023. Ainsi, le résultat net part du Groupe s'établit à 226 millions d'euros, +16,2% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Sur l'année 2024, le **produit net bancaire** atteint 3 406 millions d'euros, en hausse de +9,1% en gestion d'actifs, reflet de la croissance des revenus de gestion, en lien avec la croissance des encours moyens et la très bonne performance des gestions active et passive. Les revenus d'Amundi Technology sont également en forte croissance amplifiée par l'acquisition au cours du quatrième trimestre 2024 d'aixigo. Les **charges d'exploitation hors FRU** s'élèvent à -1 890 millions d'euros, une hausse de +8,8%, expliquée par la première consolidation d'Alpha Associates et l'aixigo, les investissements dans les axes de croissance, la hausse des provisions pour les rémunérations variables en lien avec la performance opérationnelle ainsi que les coûts d'intégration⁵⁸. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** s'établit à 55,5%, stable par rapport à 2023 (-0,2 points de pourcentage). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** augmente de +9,7% par rapport aux à l'année 2023, reflétant la progression des revenus. Le **résultat des sociétés mises en équivalence** augmente de +20,9%, principalement tiré par la JV en Inde qui contribue pour plus de 100 millions d'euros pour la première fois à ce résultat. Au final, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 849 millions d'euros en hausse de +11,7% par rapport à 2023.

Résultats Gestion de fortune⁵⁹

Au quatrième trimestre 2024, le **produit net bancaire** de la gestion de fortune s'établit à 430 millions d'euros en hausse de +73,9% par rapport au quatrième trimestre 2023, bénéficiant de l'impact de l'intégration de Degroof Petercam en juin 2024⁶⁰. Hors cet effet, les revenus sont soutenus par la bonne dynamique des commissions de gestion en lien avec la hausse des encours, compensant la baisse anticipée de la marge nette d'intérêt sur les dépôts. Les **charges** du trimestre atteignent -347 millions d'euros, en hausse de +60,4% par rapport au quatrième trimestre 2023, impactées par un effet périmètre Degroof Petercam⁶⁰ et -12,8 millions d'euros de coûts d'intégration. Retraite de ces impacts, l'évolution des charges est en légère baisse par rapport au quatrième trimestre 2023. Le **coefficient d'exploitation** du quatrième trimestre 2024 s'établit à 80,8%, en baisse de -6,8 point de pourcentage par rapport à la même période en 2023. Retraité des coûts d'intégration et d'acquisition, le coefficient d'exploitation est de 77,8%. Le **résultat brut d'exploitation** atteint 82 millions d'euros, en forte hausse (x 2,7) par rapport au quatrième trimestre 2023. Le **coût du risque** du trimestre reste modéré à -3 millions d'euros, en ligne avec le quatrième trimestre 2023 (-5 millions d'euros). Le **résultat net part du Groupe** atteint 51 millions d'euros, en forte progression (x 3,3) par rapport au quatrième trimestre 2023. Retraité des coûts d'intégration et d'acquisition⁶¹, le résultat net part du Groupe du quatrième trimestre 2024 s'élève à 60 millions d'euros.

⁵⁸ Les coûts d'intégration relatifs à l'acquisition d'aixigo et au partenariat avec Victory Capital, dont la finalisation est attendue au vers la fin du T1-25, ont été comptabilisés en charges d'exploitations au quatrième trimestre 2024 pour un total de -14 millions d'euros

⁵⁹ Périmètre Indosuez Wealth Management

⁶⁰ Données du trimestre Degroof Petercam intégrées aux résultats du métier Gestion de Fortune : PNB de 158 m€ et charges de -120 m€ (hors coûts d'intégration partiellement portés par Degroof Petercam)

⁶¹ Au T4-24 : -12,8 m€ de coûts d'intégration (impactant la ligne charges d'exploitation) ; et +0,8 m€ de coûts d'acquisition (impactant la ligne gains et pertes sur autres actifs)

Sur l'année 2024, le **produit net bancaire** du métier gestion de fortune s'établit à 1 397 millions d'euros, en progression de +36,6% par rapport à fin décembre 2023, bénéficiant notamment de l'intégration de Degroof Petercam en juin 2024⁶². Les charges hors FRU sont en augmentation de +37,5% en raison d'un effet périmètre Degroof Petercam⁶² et -26,4 millions d'euros de coûts d'intégration. Retraitée de ces impacts, les charges 2024 sont en légère hausse de +2,8% par rapport à 2023. Le **résultat brut d'exploitation** augmente de +35,0% pour s'établir à 264 millions d'euros. Le **coût du risque** à fin 2024 est de -15 millions en hausse de -11 millions d'euros par rapport à fin décembre 2023, liée à la prise en considération de litiges et le provisionnement de différents dossiers. Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à -23 millions d'euros correspondant essentiellement à des frais d'acquisition de Degroof Petercam⁶³, retraités en éléments spécifiques. Le **résultat net part du Groupe** de l'année 2024 s'établit à 142 millions d'euros, en hausse de 11,1% par rapport à l'année 2023. Retraité des coûts d'intégration et d'acquisition⁶³, le résultat net part du Groupe 2024 s'élève à 177 millions d'euros.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de 2% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2024 et 5 % de leurs revenus sous-jacents.

Au 31 décembre 2024, les fonds propres alloués à la Gestion de fortune s'élèvent à 0,9 milliard d'euro; les emplois pondérés sont de 9,4 milliards d'euros.

Activité du pôle Grandes clientèles

L'ensemble de la **Banque de Financement et d'Investissement (BFI)** affiche une fois encore une très bonne performance au quatrième trimestre 2024 (meilleur niveau de revenu pour un quatrième trimestre et pour une année). Les **Services financiers aux institutionnels** ont également connu une activité dynamique sur la période.

Au quatrième trimestre, les revenus sous-jacents de la **Banque de Financement et d'Investissement** sont en forte hausse à 1 596 millions d'euros, soit +9,9% par rapport au quatrième trimestre 2023, portée par la croissance de ses deux métiers. Les revenus de la **Banque de Financement** sont en hausse de +4,4% par rapport au quatrième trimestre 2023 à 898 millions d'euros. Ceci s'explique notamment par la bonne performance de la Banque Commerciale (+4,0% par rapport au quatrième trimestre 2023) portée par bonne dynamique des activités Corporate notamment sur le secteur Télécom, et par un bon niveau de revenus des financements d'actifs et financements de projets, en particulier sur les Énergies vertes et l'Aéronautique. L'activité de **Banque de Marché et d'Investissement** affiche également une progression de ses revenus de +18,0% par rapport au quatrième trimestre 2023, à 699 millions d'euros. Elle est soutenue par le maintien d'un haut niveau de revenus de la Banque de Marché (+17,0% par rapport au quatrième trimestre 2023) tiré par les activités de Repo et de Titrisation, et par le bon niveau d'activité de la Banque d'Investissement (+23,0% par rapport au quatrième trimestre 2023) grâce à la bonne performance des Structurés Actions.

En cumulé, les revenus sous-jacents de la **Banque de Financement et d'Investissement** sont en forte hausse à 6 540 millions d'euros, soit +6,5% par rapport à fin décembre 2023, portée par la croissance de ses deux métiers. Les revenus de la **Banque de Financement** sont en hausse de +5,7% par rapport au cumulé 2023 et s'établissent à 3 355 millions d'euros. L'activité de **Banque de Marché et d'Investissement** affiche également une progression de ses revenus de +7,3% par rapport à fin décembre 2023, et atteint 3185 millions d'euros.

La Banque de Financement confirme son positionnement de leader sur les crédits syndiqués (#1 en France⁶⁴ et #2 en EMEA⁶⁴). CACIB réaffirme sa bonne position sur les émissions obligataires (#4 All bonds in EUR Worldwide⁶⁴) et affiche la position de #2 sur les Green, Social & Sustainable bonds en EUR⁶⁵. La VaR réglementaire moyenne s'établit à 9,5 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2024, en baisse par rapport au troisième trimestre 2024 à 10,1 millions d'euros, en lien avec l'évolution des positions et celle des marchés financiers. Elle demeure à un niveau reflétant la gestion prudente des risques.

⁶² Données 2024 Degroof Petercam intégrées aux résultats du métier Gestion de Fortune : PNB de 347 m€ et charges de -259 m€ (hors coûts d'intégration partiellement portés par Degroof Petercam)

⁶³ Sur 2024 : -26,4 m€ de coûts d'intégration (impactant la ligne charges d'exploitation) ; et -22,2 m€ de coûts d'acquisition (impactant la ligne gains et pertes sur autres actifs)

⁶⁴ Refinitiv LSEG

⁶⁵ Bloomberg en EUR

Pour les **Services financiers aux institutionnels**, le dynamisme commercial et les effets marchés favorables soutiennent la croissance des encours sur l'année et compensent la sortie planifiée de clients ISB. Le quatrième trimestre 2024 marque en effet la poursuite de la migration des portefeuilles de clients d'ISB (ex RBC Investor Services en Europe) vers les plateformes de CACEIS, suite à la fusion effective des entités légales avec celles de CACEIS, intervenue le 31 mai 2024. La migration des clients est désormais quasi achevée. Crédit Agricole S.A. a annoncé le 19 décembre 2024 la signature d'un accord en vue de l'acquisition de la participation minoritaire de 30,5% de Santander dans CACEIS, qui vise à porter la participation de Crédit Agricole S.A. dans CACEIS à 100%.

Les **encours conservés** affichent ainsi une hausse de +4,5% à fin décembre 2024 par rapport à fin septembre 2024 et une hausse de +12,1% par rapport à fin décembre 2023, pour atteindre 5 291 milliards d'euros. Les **encours administrés** sont également en hausse de +0,3% sur le trimestre et en hausse de +3,0% sur un an, atteignant 3 397 milliards d'euros à fin décembre 2024.

Résultats pôle Grandes clientèles

Au **quatrième trimestre 2024**, le **produit net bancaire** publié du **pôle Grandes clientèles** atteint encore une fois un haut niveau à 2 108 millions d'euros, en hausse de +8,9% par rapport au quatrième trimestre 2023, soutenu par une excellente performance des métiers de la Banque de Financement et d'Investissement, ainsi que des services financiers aux institutionnels.

Les **charges d'exploitation** sont en hausse par rapport au quatrième trimestre 2023 (+7,4%), augmentation expliquée par les investissements IT et par le développement de l'activité des métiers. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** du pôle est en croissance de +11,6% par rapport au quatrième trimestre 2023 à 810 millions d'euros. Le pôle enregistre une dotation nette globale du coût du risque de -93 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, à comparer à une dotation de -39 millions d'euros au quatrième trimestre 2023. Le résultat avant impôts publié s'élève à 723 millions d'euros, en croissance sur la période (+4,7%). La charge d'impôt s'élève à -166 millions d'euros. Enfin, le **résultat net part du Groupe** publié atteint 512 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, à comparer avec un résultat publié de 525 millions d'euros au quatrième trimestre 2023.

Sur l'année 2024, le **produit net bancaire** publié du pôle Grandes Clientèles s'établit au plus haut niveau historique à 8 651 millions d'euros, soit +11,2% d'euros par rapport au cumulé 2023. Les **charges d'exploitation hors FRU** augmentent de +11,8% par rapport à la même période à -5 039 millions d'euros, en raison essentiellement des investissements IT et du développement de l'activité des métiers. Les charges de l'année incluent des coûts d'intégration d'ISB pour -97 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation du cumulé à fin 2024 s'élève à 3 612 millions d'euros, en hausse de +22,0% par rapport au cumulé à fin 2023. Sur la période, le **coût du risque** est en dotation nette de -117 millions d'euros, par rapport à une dotation de -120 millions d'euros à la même période en 2023. Ainsi, la contribution du pôle au **résultat net part du Groupe** publié s'établit à 2 448 millions d'euros, en forte hausse de +21,7% par rapport au cumulé à fin 2023.

Le pôle contribue à hauteur de 32% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2024 et de 31% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 décembre 2024, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 14 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 147,8 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent s'établit à 17,7% à fin décembre 2024.

Résultats Banque de financement et d'investissement

Au **quatrième trimestre 2024**, le **produit net bancaire** publié de la Banque de Financement et d'Investissement affiche une performance record à 1 573 millions d'euros en hausse de +7,7% par rapport au quatrième trimestre 2023. Il s'agit d'un quatrième trimestre record pour la Banque de Financement et d'Investissement. Les **éléments spécifiques** ont un impact de -23,7 millions d'euros au quatrième trimestre 2024 (à comparer à +7,8 millions d'euros au quatrième trimestre 2023) et se composent de la DVA, la partie *spread* émetteur de la FVA et le *secured lending* pour -25,6 millions d'euros (à comparer à +6,0 millions d'euros au quatrième trimestre 2023), ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour +1,9 million d'euros (à comparer à +1,8 million d'euros au quatrième trimestre 2023).

Les **charges d'exploitation** enregistrent une hausse de +6,3% pour s'établir à -902 millions d'euros, expliquée principalement par les investissements IT et par le développement de l'activité des métiers. Le **résultat brut d'exploitation** augmente fortement de +9,7% par rapport au quatrième trimestre 2023 et s'établit ainsi à un haut niveau à +671 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation atteint 57,4%, en légère variation de -0,8 point de pourcentage sur la période. Le **coût du risque** enregistre une dotation nette de -86 millions d'euros, en augmentation par rapport au quatrième trimestre 2023 (-32 millions d'euros). Ce niveau de dotations provient essentiellement de dotations sur encours sains et est tiré par des effets modèles. Le niveau global reste toujours bas avec un coût du risque sur encours de 7 points de base⁶⁶. Enfin, le **résultat avant impôt** du quatrième trimestre 2024 s'élève à 586 millions d'euros, à comparer à 580 millions d'euros au quatrième trimestre 2023 (en augmentation de +1,0%). La charge d'impôt atteint -139 millions d'euros. Finalement, le **résultat net part du Groupe** enregistre une baisse de -7,1% pour s'établir à 437 millions d'euros au quatrième trimestre 2024.

Sur l'année 2024, le **produit net bancaire publié** progresse de +7,6% par rapport à un très bon niveau enregistré en cumulé 2023 pour s'établir à un niveau record sur l'année de 6 568 millions d'euros, avec une croissance équilibrée entre la Banque de Financement et la Banque d'Investissement. Les **éléments spécifiques** sur la période ont un impact de +28,5 millions d'euros (à comparer à -38,9 millions d'euros en 2023) et se composent de la DVA, la partie spread émetteur de la FVA et le secured lending pour +20,2 millions d'euros (à comparer à -14,6 millions d'euros en 2023), ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour +8,2 millions d'euros (à comparer à -24,3 millions d'euros en 2023).

Les **charges hors FRU** augmentent de +5,4%, principalement en lien avec les rémunérations variables, les investissements IT et la croissance des effectifs, pour accompagner le développement des métiers. Le **coefficient d'exploitation** s'établit à 53,7%, il reste contenu et inférieur à la cible PMT. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** à 3 040 millions d'euros est en nette hausse (+22,3% par rapport au cumulé 2023). Le **coût du risque** enregistre une dotation nette de -93 millions d'euros sur l'année 2024, contre une dotation nette de -111 millions d'euros sur l'année 2023. La charge d'impôt s'élève à -748 millions d'euros, en hausse de +29,4%. Au final, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 2 152 millions d'euros sur le cumulé 2024, progressant de +22,7% sur la période.

Les emplois pondérés à fin décembre 2024 s'établissent à 136,9 milliards d'euros, en hausse de +8,3 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2024, notamment en raison d'un impact change et rating défavorable.

Résultats Services financiers aux institutionnels

Au quatrième trimestre 2024, le **produit net bancaire** des Services financiers aux institutionnels enregistre une hausse de +12,7% par rapport au quatrième trimestre 2023 et s'établit à 535 millions d'euros. Cette progression est portée par la bonne performance des commissions bénéficiant de la hausse des encours et par l'évolution favorable de la marge nette d'intérêt. Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +9,8% à -396 millions d'euros, et intègrent -2,7 millions d'euros d'effets périmètre liés à la consolidation des dernières entités d'ISB ainsi que -26,6 millions d'euros de coûts d'intégration d'ISB retraité en éléments spécifiques (-24,9 millions de coûts d'intégration au quatrième trimestre 2023). Hors ces effets, la hausse des charges est de +9,3% par rapport au quatrième trimestre 2023, liée aux dépenses informatiques et au développement de l'activité. Le **résultat brut d'exploitation** affiche ainsi une progression de +21,7% et s'établit à 139 millions d'euros au quatrième trimestre 2024. Ainsi, le **coefficient d'exploitation** s'élève à 74%, en baisse de -1,9 point de pourcentage. Hors coûts d'intégration d'ISB, il s'élève à 69,0%. Le **résultat net** atteint 110 millions d'euros, en hausse de +36,9% par rapport au quatrième trimestre 2023. Après partage avec les minoritaires pour 35 millions d'euros, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** s'élève à 75 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, en hausse de +36,4% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Le produit net bancaire cumulé sur l'année 2024 atteint 2 083 millions d'euros, en hausse de +24,2% par rapport à la même période en 2023, porté par l'intégration d'ISB, la bonne dynamique commerciale et une marge d'intérêt en évolution favorable sur la période. Les charges **hors FRU** sont en hausse de +30,1% et s'établissent à 1 511 millions d'euros. Ils intègrent un effet périmètre de -207 millions d'euros sur les six premiers mois 2024

⁶⁶ CDR des 4 derniers trimestres / la moyenne des encours de début de période des 4 derniers trimestres

et -97 millions de coûts d'intégrations ISB. Le **résultat brut d'exploitation** est en hausse de +20,4% par rapport au cumulé 2023. Le **coefficient d'exploitation**, s'élève à 72,6%, en hausse de 3,3 points par rapport à 2023. Hors coûts d'intégration ISB, le coefficient d'exploitation s'établit 67,9%. Le **résultat net** est ainsi en hausse de +15,8%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** à fin décembre 2024 s'établit à 296 millions d'euros, en progression de +15,1% par rapport au cumulé 2023.

Activité Services financiers spécialisés

La **production commerciale** de **Crédit Agricole Personal Finance & Mobility (CAPFM)** atteint 11,7 milliards d'euros au quatrième trimestre 2024. Elle est en baisse, notamment liée au marché chinois, de -2,9% par rapport au quatrième trimestre 2023. La part des financements automobile⁶⁷ dans la production trimestrielle s'élève à 50,2% ce trimestre. Le taux client moyen à la production est en hausse de +5 points de base par rapport au troisième trimestre 2024. Les **encours gérés** de CAPFM s'établissent ainsi à 119,3 milliards d'euros à fin décembre 2024 en hausse de +5,6% par rapport à fin décembre 2023, portés par tous les périmètres (Automobile +8,2%⁶⁸ avec Crédit Agricole Auto Bank et Leasys, LCL et Caisses Régionales +5,3%, Autres entités +3,2%). Enfin, les **encours consolidés** s'élèvent à 69,1 milliards d'euros à fin décembre 2024, en hausse de +3,3% par rapport au quatrième trimestre 2023.

CAPFM a annoncé en janvier 2025 la finalisation de l'acquisition de 50% de GAC Leasing.

La **production commerciale** **Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F)** progresse de +15,7% par rapport au quatrième trimestre 2023. Elle est portée par le **crédit-bail immobilier** et le **financement des énergies renouvelables**. Les **encours de crédit-bail** sont en hausse de +7,2% sur un an, à la fois en France (+5,9%) et à l'international (+12,3%) et atteignent 20,3 milliards d'euros à fin décembre 2024 (dont 16,0 milliards d'euros en France et 4,3 milliards d'euros à l'international). La **production commerciale en affacturage** est en forte hausse, multipliée par deux par rapport au quatrième trimestre 2023. Elle est portée par la signature de contrats significatifs à la fois en **France**, dont la production progresse de +32.5% au quatrième trimestre 2024 par rapport au quatrième trimestre 2023, et à l'**international**, dont la production est multipliée par trois et demie au quatrième trimestre 2024 par rapport au quatrième trimestre 2023. Les **encours d'affacturage** à fin décembre 2024 sont en progression de +3,7% par rapport à fin décembre 2023, et le chiffre d'affaires factoré est en progression de +6,9% par rapport à la même période en 2023.

Résultat services financiers spécialisés

Le **produit net bancaire** du pôle Services financiers spécialisés s'élève à 915 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, en hausse de +4,0% par rapport au quatrième trimestre 2023. Les **charges** s'élèvent à -447 millions d'euros, en baisse de -0,5% par rapport au quatrième trimestre 2023 et en baisse de -1,4% hors effet de base⁶⁹ lié à la réorganisation des activités mobilité chez CAPFM du quatrième trimestre 2023. Le **coefficient d'exploitation** s'établit à 48,8% soit -2,2 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 468 millions d'euros, en hausse de +8,6% par rapport au quatrième trimestre 2023. Le **coût du risque** s'élève à -306 millions d'euros, il est en hausse de +66,2% par rapport au quatrième trimestre 2023, intégrant ce trimestre chez CAPFM une révision des modèles entraînant essentiellement une dégradation du risque non avéré à hauteur de -50 millions d'euros, ainsi qu'une dotation pour risque juridique, dont crédit automobile au UK, pour un montant de -30 millions d'euros. Le résultat des **sociétés mises en équivalence** est en hausse de +8,4% par rapport au quatrième trimestre 2023 et s'élève à 43 millions d'euros intégrant environ 14 millions d'euros d'éléments non-récurrents ce trimestre. La **variation de valeur des écarts d'acquisition** s'élève à 0 millions d'euros, contre 12 millions d'euros au quatrième trimestre 2023, et hors effet de base⁶⁹ lié à la réorganisation des activités Mobilité chez CAPFM, la variation est nulle. Le **résultat net part du groupe** du pôle atteint 124 millions d'euros, en baisse de -43,1% par rapport à la même période en 2023, et en baisse de -8,4% hors effet de base⁶⁹ lié à la réorganisation des activités Mobilité chez CAPFM et hors provisions juridique et révision des modèles au T4-24 chez CAPFM.

⁶⁷ CA Auto Bank, JV automobiles et activités auto des autres entités

⁶⁸ CA Auto Bank et JV automobiles

⁶⁹ Effets de base du T4-23 liés à la réorganisation des activités Mobilités (Charges +4 m€, Variations de valeur des écarts d'acquisition +12 m€, IS +1 m€ et RNPG +17 m€)

Sur l'année 2024, le **produit net bancaire** du pôle Services financiers spécialisés diminue de -2,2%, toutefois il augmente de +6,8% hors effet de base⁷⁰ lié à la réorganisation des activités Mobilités chez CAPFM, comparé à l'année 2023. Cette évolution favorable est portée par une bonne performance de CAL&F (+6,8%) ainsi que par des revenus en hausse pour CAPFM hors effet de base⁷⁰ (+6,8%), bénéficiant des effets périmètre liés au pivot stratégique autour de la Mobilité chez CAPFM, ayant conduit à la consolidation à 100% de Crédit Agricole Auto Bank à partir du deuxième trimestre 2023 et des activités d'ALD et LeasePlan dans six pays Européens ainsi qu'à la prise de participation majoritaire au capital d'Hiflow au troisième trimestre 2023. **Les charges hors FRU** augmentent de +6,4% comparé à l'année 2023. Les charges hors FRU, hors effet de base⁷⁰ et effets périmètre sont en hausse de +2,3%. **Le coefficient d'exploitation** s'élève à 50,6%, soit +4,1 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023 ; hors effet de base⁷⁰, la variation est de +0,3 point de pourcentage. **Le coût du risque** augmente de +10,1% par rapport à l'année 2023, à -958 millions d'euros, et augmente de +21,9% hors effet de base⁷⁰, cette hausse intègre notamment l'impact des effets périmètre ainsi qu'une révision des modèles à hauteur de -50 millions d'euros et une dotation pour risque juridique, dont crédit automobile au UK, d'un montant de -30 millions d'euros au quatrième trimestre 2024 chez CAPFM. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en baisse de -3,3% par rapport à la même période en 2023, et en baisse de -25,5% hors effet de base⁷⁰, en lien avec la consolidation de Crédit Agricole Auto Bank en intégration globale à compter du deuxième trimestre 2023 alors qu'elle était comptabilisée en mise en équivalence auparavant. **Le résultat sur autres actifs** s'élève à -12 millions d'euros à fin décembre 2024, contre 71 millions d'euros à fin décembre 2023 et -18 millions d'euros hors effet de base⁷⁰. La **variation de valeur des écarts d'acquisition** s'élève à 0 millions d'euros sur l'année 2024, contre 12 millions d'euros sur l'année 2023, et hors effet de base⁷⁰ lié à la réorganisation des activités Mobilité chez CAPFM, la variation est nulle. **Le résultat net part du Groupe** s'établit ainsi à 625 millions d'euros, en baisse de -26,6% par rapport à l'année 2023, et en baisse de -7,5% hors effet de base⁷⁰ lié à la réorganisation des activités Mobilités chez CAPFM.

Le pôle contribue à hauteur de 8% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin décembre 2024 et de 13% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2024, **les fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 7,2 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 76,2 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 8,1% sur les douze mois 2024.

Résultats Financement Personnel et Mobilité

Le **produit net bancaire** de CAPFM atteint 722 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, en hausse de +4,5% par rapport au quatrième trimestre 2023 avec un effet prix positif notamment grâce à un taux de marge à la production qui s'améliore de +75 points de base au quatrième trimestre 2024 par rapport au quatrième trimestre 2023 (et en hausse de +31 points de base par rapport au troisième trimestre 2024), et avec des éléments non récurrents pour environ 30 millions d'euros au quatrième trimestre 2024. Les **charges** sont en baisse de -0,7% et s'établissent à -347 millions d'euros, et elles sont en baisse de -1,9% hors effet de base⁷¹ lié à la réorganisation des activités Mobilité par rapport à la même période en 2023. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 375 millions d'euros, en hausse de +9,9%. Le **coefficient d'exploitation** s'élève à 48,1%, soit -2,5 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023 et -3,2 points de pourcentage hors effet de base⁷¹ lié à la réorganisation des activités Mobilité. Le **coût du risque** augmente de +68,4% à -286 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2023, intégrant ce trimestre, une révision des modèles entraînant essentiellement une dégradation du risque non avéré à hauteur de -50 millions d'euros, ainsi qu'une dotation pour risque juridique, dont crédit automobile au UK, pour un montant de -30 millions d'euros. Le **coût du risque sur encours** s'établit ainsi à 127 points de base⁷², en dégradation de +6 points de base par rapport au quatrième

⁷⁰ Effet de base des 12M-23 lié à la réorganisation des activités Mobilités (PNB 300m€, charges -14 m€, coût du risque -85 m€, MEQ -39 m€, GPAI 89 m€, Variation de la valeur des écarts d'acquisition +12m€, IS 87 m€, RNPG 176 m€)

⁷¹ Effets de base du T4-23 liés à la réorganisation des activités Mobilités (Charges +4 m€, Variations de valeur des écarts d'acquisition +12 m€, IS +1 m€ et RNPG +17 m€)

⁷² Coût du risque des quatre derniers trimestres rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

trimestre 2023. Le taux de créances douteuses atteint 4,7% à fin décembre 2024, en augmentation de +0,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2024, et le taux de couverture atteint 73,2%, en diminution de -1,0 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2024. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en hausse de +9,7% par rapport à la même période en 2023. Hors effet de base⁷¹ lié à la réorganisation des activités Mobilité, la variation la **variation de valeur des écarts d'acquisition** est nulle, elle s'élevait à 12 millions d'euros au quatrième trimestre 2023. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** atteint 74 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, soit -56,2% par rapport à la même période l'année dernière. Hors effet de base⁷¹ et hors provisions juridique et révision des modèles, le résultat net part du Groupe est en baisse de -11,7%.

Sur l'année 2024, le **produit net bancaire** de CAPFM atteint 2 764 millions d'euros, en diminution de -4,3% par rapport à l'année 2023, mais en progression de +6,8% hors effet de base lié à la réorganisation des activités Mobilité⁷³, bénéficiant des effets périmètre liés au pivot stratégique autour de la Mobilité ayant conduit à la consolidation à 100% de Crédit Agricole Auto Bank à partir du deuxième trimestre 2023, à l'acquisition de l'activité d'ALD et LeasePlan dans six pays Européens et enfin à la prise de participation majoritaire au capital d'Hiflow au troisième trimestre 2023. Les **charges hors FRU** s'établissent à -1 382 millions d'euros, en hausse de +7,0% par rapport à 2023. Les charges hors FRU, hors effet de base⁷³ et hors effets périmètre sont en hausse de +1,7%. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 1 382 millions d'euros, en baisse de -12,8%, et en hausse de +6,4% hors effet de base⁷³. Le **coefficient d'exploitation** s'élève à 50,0%, soit +5,3 points de pourcentage par rapport à la même période en 2023 ; retraitée de l'effet de base⁷³, la variation est de +0,7 point de pourcentage. Le **coût du risque augmente** de +8,6% par rapport à l'année 2023, à -877 millions d'euros, et augmente de +21,3% hors effet de base⁷³. Cette hausse intègre notamment l'impact des effets périmètre, ainsi qu'une révision des modèles entraînant essentiellement une dégradation du risque non avéré à hauteur de -50 millions d'euros, et une dotation pour risque juridique, dont crédit automobile au UK, pour un montant de -30 millions d'euros. La contribution des **sociétés mises en équivalence** est en légère baisse de -0,8% par rapport à la même période en 2023, et en baisse de -22,9% hors effet de base⁷³ en lien avec les effets périmètres de Crédit Agricole Auto Bank consolidée en intégration globale au deuxième trimestre 2023 alors qu'elle était comptabilisée en mise en équivalence auparavant. Le **résultat sur autres actifs** est en baisse de -82,1 millions d'euros entre l'année 2024 et l'année 2023, toutefois, hors effet de base⁷³, il est en hausse de +7 millions d'euros. La **variation de valeur des écarts d'acquisition** s'élève à 0 millions d'euros sur l'année 2024, contre 12 millions d'euros sur l'année 2023, et hors effet de base⁷³ lié à la réorganisation des activités Mobilité, la variation est nulle. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** atteint 422 millions d'euros sur l'année 2024, soit -37,5% par rapport à la même période l'année dernière, et hors effet de base⁷³, le résultat net part du Groupe est en baisse de -15,4% par rapport à la même période en 2023.

Résultats Leasing & Affacturage

Le **produit net bancaire** de CAL&F atteint 193 millions d'euros, en hausse de +1,9% par rapport au quatrième trimestre 2023. Cette hausse est portée par l'affacturage qui bénéficie d'effets volume favorables, (hausse du chiffre d'affaires factoré). Les **charges** sont stables à +0,4%, et le **coefficient d'exploitation** s'établit à 51,7%, en amélioration de -0,8 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2023. Le **résultat brut d'exploitation** atteint 93 millions d'euros, en hausse de +3,5%, avec un effet ciseaux positif de +1,5 point de pourcentage. Le **coût du risque** s'élève à -20 millions d'euros, en hausse de +40,1% par rapport à la même période en 2023. Cette hausse provient notamment des marchés professionnels et des PME. Le **coût du risque sur encours** s'élève à 24 points de base⁷², en hausse de +4 points de base par rapport au quatrième trimestre 2023. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 50 millions d'euros, en hausse de +1,7% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Sur l'année 2024, le **produit net bancaire** est en hausse de +6,8% par rapport à l'année 2023 à 756 millions d'euros. Les **charges hors FRU** sont en hausse de +4,3% à 398 millions d'euros. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** affiche une bonne progression à +15,1% par rapport à l'année 2023, pour atteindre 358 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'établit à 52,6%, en amélioration de -1,2 point

⁷³Effet de base des 12M-23 lié à la réorganisation des activités Mobilités (PNB 300m€, charges -14 m€, coût du risque -85 m€, MEQ -39 m€, GPAI 89 m€, Variation de la valeur des écarts d'acquisition +12m€, IS 87 m€, RNPG 176 m€)

de pourcentage par rapport à l'année 2023. Le **coût du risque** est en hausse de +29,7% par rapport à la même période de 2023, pour s'établir à -81 millions d'euros. Enfin, le **résultat net part du Groupe** s'élève à 203 millions d'euros, en hausse de +15,0% par rapport à l'année 2023.

Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

En **Banque de proximité** chez Crédit Agricole S.A. ce trimestre, l'activité est solide, l'équipement des clients en assurances progresse. La production de crédits habitat en France est en reprise progressive et reste en hausse pour les entreprises. À l'international, l'activité de crédits est dynamique.

Activité Banque de proximité en France

Au quatrième trimestre 2024, l'activité reste soutenue avec le rebond du crédit immobilier et des dépôts à vue non rémunérés qui progressent sur le trimestre. La conquête brute est dynamique, avec 60 000 nouveaux clients ce trimestre.

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV progresse de +0,4 point de pourcentage pour s'établir à 27,9% à fin décembre 2024.

La production de crédits s'élève à 8,5 milliards d'euros, en hausse de +34,2% sur un an. Le quatrième trimestre 2024 confirme une bonne dynamique de la production de crédits immobiliers (+59,3% par rapport au quatrième trimestre 2023 et +10,6% par rapport au troisième trimestre 2023) soutenue par la politique tarifaire volontariste. Le taux moyen à la production des prêts habitats s'établit à 3,24%, en baisse de -14 points de base par rapport au troisième trimestre 2024 et -92 points de base sur un an. Le taux du stock des crédits habitat s'améliore de +5 points de base sur le trimestre et de +18 points de base sur un an. La bonne dynamique de production de crédits se poursuit sur le marché des entreprises (+28,9% sur un an) et des professionnels (+19,3% sur un an) mais ralentit sur la consommation (-8,2%), dans un contexte économique contraint.

Les encours de crédits s'établissent à 171 milliards d'euros à fin décembre 2024, en progression de +1,1% sur le trimestre et sur un an (dont sur un an +1,3% sur les crédits habitats, +0,8% sur les crédits aux professionnels, +0,7% sur les crédits entreprises). Les encours de collecte s'établissent à 255,0 milliards d'euros à fin décembre 2024, en hausse de +3,0% sur un an, tirés par la collecte rémunérée et les ressources hors-bilan. Sur le trimestre, les encours de collecte sont également en hausse de +0,7%, grâce à la progression des encours de dépôts à vue (+1,1% par rapport à fin septembre 2024) dans un environnement qui reste incertain, ainsi que des dépôts à terme (+1,2% par rapport à fin septembre 2024). La collecte hors-bilan bénéficie d'un effet marché positif sur un an pour l'ensemble des segments et d'une collecte nette positive en assurance-vie.

Activité Banque de proximité en Italie

Au quatrième trimestre 2024, la conquête brute de CA Italia atteint 45 000 nouveaux clients.

Les encours de crédit de CA Italia à fin décembre 2024 s'établissent à 62,1 milliards d'euros⁷⁴, en hausse de +1,7% par rapport à fin décembre 2023, dans un marché italien en baisse⁷⁵, portés par le marché des particuliers dont les encours augmentent de +3,2% et celui des entreprises avec une hausse des encours de 3,6%. La production de crédits, portée par une bonne dynamique sur l'ensemble des marchés, est en hausse de +4,5% par rapport au quatrième trimestre 2023. La production de crédits habitat est de bon niveau mais affiche toutefois une baisse par rapport au quatrième trimestre 2023 (-6,3%) qui était déjà très élevé. Le taux du stock sur les crédits diminue de -20bp par rapport au troisième trimestre 2024, mais affiche une baisse moins forte que les taux du marché.

Les encours de collecte à fin décembre 2024 s'élèvent à 120 milliards d'euros, en hausse de +3,6% par rapport à fin décembre 2023 ; la collecte bilan est stable à +0,5% par rapport à l'année dernière et le coût de la collecte diminue. Enfin, la collecte hors bilan augmente de +7,7% et bénéficie d'un effet de marché et d'une collecte nette positive.

⁷⁴ Net des encours POCI

⁷⁵ Source Abi Monthly Outlook janvier 2024 : -1,0% déc/déc sur l'ensemble des crédits

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse chez CA Italia à 20,0%, en hausse de 1,2 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2023.

Activité Groupe Crédit Agricole en Italie⁷⁶

Les métiers du Groupe présents en Italie ont poursuivi leur développement sur l'ensemble de l'année 2024. Ils servent 6,1 millions de clients à fin décembre 2024 et la part de marché du Groupe s'élève à 5%⁷⁷ en Italie à fin 2024.

Crédit Agricole Italie a le meilleur IRC parmi les banques commerciales⁷⁸. Les métiers du Groupe se classent 2^{ème} en crédit à la consommation⁷⁹, 3^{ème} en gestion d'actifs⁸⁰, et 4^{ème} en bancassurance vie⁸¹.

Les encours de crédits s'élèvent à 102 milliards d'euros à fin décembre 2024 (+2% par rapport fin décembre 2023). Les encours de collecte globaux atteignent 340 milliards d'euros à fin décembre 2024 (+2,7% par rapport à fin décembre 2023).

Activité Banque de proximité à l'international hors Italie

Pour les Banques de proximité à l'international hors Italie, les encours de crédit sont stables à -0,2% à cours courant à fin décembre 2024 par rapport à fin décembre 2023 (+5,2% à change constant). Les encours de collecte sont en hausse à +1,2% à change courant (+8,9% à change constant) sur la même période.

En particulier en Pologne, les encours de crédit augmentent de +3,8% par rapport à décembre 2023 (+2,1% à change constant) et la collecte de +7,5% (+9,3% à change constant), dans un contexte de concurrence élevée sur les dépôts. Par ailleurs, la production de crédit en Pologne reste dynamique et augmente de +9% par rapport au quatrième trimestre 2023 à change courant (+6,3% à change constant).

En Egypte, les encours de crédit varient de -16,4% entre fin décembre 2024 et fin décembre 2023 (+29,3% à change constant). Sur la même période, la collecte varie de -26,8% mais reste en hausse de +13,2% à change constant.

L'excédent net de collecte sur les crédits de la Pologne et de l'Egypte s'élève à 2,4 milliards d'euros au 31 décembre 2024, et atteint 4,1 milliards d'euros en incluant l'Ukraine.

Résultats Banque de proximité en France

Au quatrième trimestre 2024 le produit net bancaire de LCL atteint 960 millions d'euros, stable (+0,1%) par rapport au quatrième trimestre 2023 (+0,8% hors reprise de la provision pour épargne logement au quatrième trimestre 2023⁸²). La hausse des commissions (+8,4% T4/T4) est portée par l'ensemble des activités (hors gestion mobilière), et plus particulièrement par une bonne dynamique sur les flux monétaires et les cotisations carte. La MNI est en baisse de -7,7% T4/T4 (-6,6% hors reprise de la provision pour épargne logement au quatrième trimestre 2023⁸²). Ce trimestre, la marge nette d'intérêt est soutenue par la progression du rendement des crédits (repricing du stock + 18 pb T4/T4 et +5pb T4/T3) permettant de compenser la hausse du coût des ressources et une moindre contribution de la macrocouverture.

Les charges sont en baisse de -1,1% et s'établissent à -647 millions d'euros et bénéficient notamment d'un effet de base favorable (éléments non récurrents enregistrés au quatrième 2023 incluant des provisions sur les volets RH, immobiliers et IT) permettant de compenser la poursuite des investissements liés aux dépenses informatiques et externes (marketing, communication). Le coefficient d'exploitation s'établit à 67,4%, en baisse de 0,8 point de

⁷⁶ Au 31 décembre 2024, ce périmètre correspond à l'agrégation de l'ensemble des entités du Groupe présents en Italie : CA Italia, CAPFM (Agos, Leasys, CA Auto Bank), CAA (CA Vita, CACI, CA Assicurazioni), Amundi, CACIB, CAIWM, CACEIS, CALEF

⁷⁷ En nombre d'agences

⁷⁸ Indice de Recommandation Client, Source Etude Doxa octobre 2023

⁷⁹ Publication Assofin, 30/04/2024 (hors cartes de crédit)

⁸⁰ Actifs sous gestion Source: Assogestioni, 31/05/2024

⁸¹ Production. Source: IAMA, 30/04/2024

⁸² Effet de base EL (reprise de la provision pour épargne logement) au T4-23 de +6,1 M€ en PNB et +4,5 M€ en RNPG contre 0 au T4 2024

pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2023. Le résultat brut d'exploitation est en hausse de +2,7%, à 313 millions d'euros.

Le coût du risque est en baisse de -19,3% par rapport au quatrième trimestre 2023 et s'établit à -78 millions d'euros (dont -42 millions d'euros sur le coût du risque sur encours sains, -36 millions d'euros sur le risque avéré), le coût du risque sur encours demeure stable à 22 points de base, dans un contexte de détérioration sur les PME et les professionnels. Le taux de couverture s'établit à 62,6% à fin décembre 2024 (+2,8 points de pourcentage par rapport à fin septembre 2024). Le taux de créances douteuses atteint 2,0% à fin décembre 2024, -0,1 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2024. Au final, le résultat net part du Groupe augmente de +13,1% par rapport au quatrième trimestre 2024 (+16,3% hors effet de base EL⁸²).

Sur l'année 2024, les revenus de LCL sont en hausse de +0,6% par rapport à 2023 et atteignent 3 872 millions d'euros (+2,6% hors effet de base EL⁸³). La marge nette d'intérêt est en baisse de -1,6% (+1,3% hors effet de base EL⁸³), bénéficiant du repricing progressif des crédits permettant de compenser la hausse du coût des ressources. Les commissions sont en hausse de +2,7% par rapport à 2024 (+3,9% hors effet de base image cheque⁸⁴ en 2023), en particulier sur les segments de l'assurance-vie soutenue par la hausse des encours dans un contexte de marché favorable, sur l'assurance non-vie et sur les moyens de paiement et la gestion de comptes. Les charges hors FRU sont en hausse de +2,2% en raison de la poursuite des investissements liés aux dépenses informatiques et externes (marketing, communication). Le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit à 63,2% (+1,0 point de pourcentage par rapport à 2023). Le résultat brut d'exploitation progresse de +1,0% sur un an. Le coût du risque augmente de +24,0%, impacté par la hausse du risque avéré sur le marché des entreprises incluant des dossiers spécifiques de place et sur le marché retail (professionnels et crédit à la consommation). Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe atteint 790 millions d'euros et diminue de -5,4% (+1,8% hors effet de base EL et reprise amende image chèque).

Au final, le métier contribue à hauteur de 10% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) en 2024 et de 14% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 décembre 2024, les **fonds propres alloués** au métier s'élèvent à 5,4 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 56,8 milliards d'euros. Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 13,7% en 2024.

Résultats Banque de proximité à l'international⁸⁵

Au **quatrième trimestre 2024**, les revenus de la **Banque de proximité à l'international** s'établissent à 969 millions d'euros, stables par rapport au quatrième trimestre 2023 (-0,5% à change courant ; +2,8% à change constant). Les **charges d'exploitation** sont maîtrisées s'élèvent à 568 millions d'euros, en baisse de -9,5% (-8,3% à cours constant). Par conséquent, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 401 millions d'euros, en hausse de +15,7% (+24,6% à change constant) sur la période. Le **coût du risque** atteint -100 millions d'euros, en baisse de -2,5% par rapport au quatrième trimestre 2023 (-0,5% à change constant).

Finalement, le résultat net part du Groupe pour CA Italia, CA Egypte et CA Pologne et CA Ukraine s'élève à 158 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, en hausse de +54% (+68,6% à cours constant).

Sur l'ensemble de l'année 2024, les revenus de de la **Banque de proximité à l'international** augmentent de +2,8% pour s'établir à 4 059 millions d'euros (+1,0% à change constant). Les **charges hors FRU** sont maîtrisées à -2 148 millions d'euros, en augmentation de +1,4% par rapport à 2023. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 911 millions d'euros, en hausse de +6,7% (+5,3% à change constant). Le **coût du risque** est en baisse de -32,5% (-21,2% à change constant) à -313 millions d'euros par rapport à 2023. Au final, le **résultat net part du Groupe** de la **Banque de proximité à l'international** s'établit à 836 millions d'euros, par rapport à 703 millions d'euros réalisés en 2023.

Sur l'ensemble de l'année 2024, la Banque de Proximité à l'International contribue à hauteur de 11% au résultat

⁸³ Effet de base EL (reprise de la provision pour épargne logement) en 2023 de +57,9 M€ en PNB et +41,2 M€ en RNPG contre 3,1 M€ en PNB et 2,2 M€ en RNPG en 2024

⁸⁴ Reprise amende Image Chèque de +21m€ au T2-23, sur le compartiment gestion de comptes & moyens de paiement

⁸⁵ Au 31 décembre 2024 ce périmètre inclut les entités de CA Italia, CA Polska, CA Egypte et CA Ukraine

net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) et de 15% à leurs revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2024, le capital alloué au pôle Banque de Proximité à l'International s'élève à 4,5 milliards d'euros et les emplois pondérés sont de 46,9 milliards d'euros.

Résultats Italie

Au quatrième trimestre 2024, les revenus de **Crédit Agricole Italia** s'établissent à 733 millions d'euros, en hausse de +2,7% par rapport au quatrième trimestre 2023. La marge d'intermédiation reste relativement stable depuis le quatrième trimestre 2023 (-0,2% par rapport au quatrième trimestre 2023) et les commissions (-0,1%) bénéficient du dynamisme des commissions sur encours gérés (+18,8% par rapport au quatrième trimestre 2023). Les charges d'exploitation hors DGS sont stables à +0,8% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Le coût du risque s'élève à -76 millions au quatrième trimestre 2024, en baisse de -21,2% par rapport au quatrième trimestre 2023 et correspond pour la quasi-totalité à des provisions au titre du risque avéré. Le coût du risque sur encours⁸⁶ est à 40 points de base, en amélioration de 4 points de base par rapport au troisième trimestre 2024. Le taux de créances douteuses s'améliore par rapport au troisième trimestre 2024 et s'établit à 2,9% et le taux de couverture s'établit à 75,1% (+1,5 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2024). Le résultat net part du Groupe de CA Italia s'établit ainsi à 112 millions d'euros en hausse de +74,3% par rapport au quatrième trimestre 2023.

Sur l'ensemble de l'année 2024, les revenus de **Crédit Agricole Italia** sont en hausse de +1,3% pour s'établir à 3 056 millions d'euros. Les **charges hors FRU et hors DGS** (fonds de garantie des dépôts en Italie) sont maîtrisées à 1 602 millions d'euros, +0,1% par rapport à l'ensemble de l'année 2023. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 396 millions d'euros, en légère hausse de +6,1% par rapport à 2023. Le **coût du risque** s'établit à -246 millions d'euros, il est en baisse de -25,5% par rapport à 2023. Au final, le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit à 608 millions d'euros, en hausse de +12,7% par rapport à 2023.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 20,8% au 31 décembre 2024.

Résultat Groupe Crédit Agricole en Italie⁸⁷

Sur l'ensemble de l'année 2024, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** des entités en Italie atteint 1 254 millions d'euros en progression de 20% par rapport à l'année 2023. Il reflète la poursuite de la dynamique des différentes lignes métiers présentes, en particulier sur la banque de détail, les métiers de la gestion de l'épargne et Assurances et sur la grande clientèle. En termes de répartition par métiers, ce résultat se ventile de la façon suivante : 49% pour la Banque de proximité, 18% pour les Services financiers spécialisés, 21% pour la Gestion de l'épargne et l'Assurance, et 12% pour la Grandes Clientèles. Enfin, la contribution de l'Italie représente 16% du résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A de l'ensemble de l'année 2024.

Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie

Au quatrième trimestre 2024, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 236 millions d'euros, en progression de -9,3% (+3,3% à change constant) par rapport au quatrième trimestre 2023. Les revenus en Pologne augmentent de +2,5% par rapport au quatrième trimestre 2023 (+0,1% à change constant) portés par une marge nette d'intérêts en hausse. Les revenus en Egypte baissent (-21,5% par rapport au quatrième trimestre 2023) compte tenu de l'évolution des cours de change (dans un contexte de dévaluation de la devise EGP) mais restent très bien orientés à cours constants (+25%), bénéficiant en effet d'une forte augmentation de la marge d'intérêt. Les **charges d'exploitation** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'élèvent à 126 millions d'euros, en baisse de -1,3% par rapport au quatrième trimestre 2023 (+5,1% à change constant). Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 110 millions d'euros, en baisse de -17,1% (+1,9% à change constant) par rapport au quatrième trimestre 2023. Le **coût du risque** reste maîtrisé et atteint -24

⁸⁶ Sur quatre trimestres glissants

⁸⁷ Au 31 décembre 2024, ce périmètre correspond à l'agrégation de l'ensemble des entités du Groupe présents en Italie : CA Italia, CAPFM (Agos, Leasys, CA Auto Bank), CAA (CA Vita, CACI, CA Assicurazioni), Amundi, CACIB, CAIWM, CACEIS, CALEF

millions d'euros, contre -6 millions d'euros au quatrième trimestre 2023. Par ailleurs, à fin décembre 2024, le taux de couverture des encours de crédit reste élevé en Pologne et en Egypte à 124% et à 151% respectivement. En Ukraine, le taux de couverture reste prudent (409%). Au final, la contribution de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** au résultat net part du Groupe est de 46 millions d'euros, en hausse de 20,2% par rapport au quatrième trimestre 2023 à change courant (+56,4% à change constant).

Sur **l'ensemble de l'année 2024**, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 1 003 millions d'euros, en hausse de +7,7% (+19,0% à change constant) par rapport à 2023, tirés par la hausse de la marge net d'intérêt. Les revenus en Pologne augmentent de manière dynamique de +21% par rapport à 2023 (+15% à change constant) portés par la marge nette d'intérêts et les commissions. Les revenus en Egypte baissent légèrement de -3% à change courant par rapport à 2023, compte tenu de l'évolution des cours de change (dans un contexte de dévaluation de la devise EGP) mais restent très bien orientés à cours constants (+43% par rapport à 2023), bénéficiant en effet d'une forte augmentation de la marge d'intérêt. Les **charges d'exploitation** augmentent de +6,9% par rapport à 2023 (+10,6% à change constant) et s'élèvent à -488 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation est de 48,6% à fin décembre 2024 (en amélioration de 0,4 point par rapport au coefficient d'exploitation à fin décembre 2023). Grâce à la forte progression des revenus, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 515 millions d'euros, en hausse de 8,5% (+28,1% à change constant) par rapport à 2023. Le **coût du risque** s'établit à -67 millions d'euros, en baisse de -50,0% (-49,1% à change constant) par rapport à 2023. Au final, la contribution de la Banque de proximité à l'international hors Italie au **résultat net part du Groupe** est de 228 millions d'euros.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI (hors CA Italia) s'établit à 29,5% au 30 septembre 2024.

Au 31 décembre 2024, le **pôle Banque de proximité dans son ensemble** contribue à hauteur de 21% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et de 29% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 décembre 2024, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,9 milliards d'euros. Les emplois pondérés du pôle sont de 103,7 milliards.

Résultat Activités hors métiers

Le **résultat net part du Groupe** des activités hors métiers s'établit à +18 millions d'euros au quatrième trimestre 2024 en hausse de +236 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2023. La contribution positive du pôle Activités hors métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-26 millions d'euros) des autres éléments (+44 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » (-26 millions d'euros) est en hausse de +193 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2023 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -354 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, en baisse de -116 millions d'euros, notamment à cause d'un effet rattrapage défavorable sur l'impôt sur les sociétés pour -91 millions d'euros.
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier, CATE et BforBank intégrés en mise en équivalence. Leur contribution, à +315 millions d'euros au quatrième trimestre 2024, est en hausse de +297 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2023, intégrant l'impact favorable de la revalorisation des titres Banco BPM pour +234 millions d'euros en Produit Net Bancaire (+271 m€ au quatrième trimestre 2024 contre +37 m€ au quatrième trimestre 2023), ainsi qu'un acompte sur dividende pour un montant de +60 millions en Produit Net Bancaire.
- Les activités support du Groupe. Leur contribution s'élève à +12 millions d'euros ce trimestre (+12 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2023).

La contribution des « autres éléments » est en hausse de +43 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2023.

L'effet lié aux « marges internes » au moment de la consolidation de l'activité assurances au niveau de Crédit Agricole est comptabilisé dans le pôle Activités Hors Métiers. Sur le trimestre, l'impact des marges internes est de -198 millions d'euros en revenus et de +198 millions d'euros en charges.

Sur **l'année 2024**, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -488 millions d'euros, en hausse de +105 millions d'euros par rapport à l'année 2023. La composante structurelle contribue à hauteur de -539 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution de +51 millions d'euros sur l'année.

La contribution de la composante « structurelle » est en hausse de +160 millions d'euros comparé à l'année 2023 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -1 120 millions d'euros sur l'année 2024, en baisse de -202 millions d'euros par rapport à l'année 2023, intégrant notamment un effet de base s'élevant à -171 millions d'euros lié à la reprise de provision épargne logement comptabilisée au troisième trimestre 2023 ainsi que -42 millions d'euros liés à la reprise sur le dossier Exchange Image Chèque au deuxième trimestre 2023 ;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank: leur contribution, à +549 millions d'euros sur l'année 2024, est en hausse par rapport à l'année 2023 de +343 millions d'euros. Cette hausse intègre notamment la fin de la période de constitution du FRU (+77 millions d'euros) et l'impact de la valorisation et du dividende des titres Banco BPM pour +387 millions d'euros ;
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est de +32 millions d'euros sur l'année 2024 en hausse de +19 millions d'euros comparé à l'année 2023.

La contribution des « autres éléments » est en baisse de -55 millions d'euros comparé à l'année.

L'effet lié aux « marges internes » au moment de la consolidation de l'activité assurances au niveau de Crédit Agricole est comptabilisé dans le pôle Activités Hors Métiers. Sur l'année, l'impact des marges internes est de -832 millions d'euros en revenus et de +832 millions d'euros en charges.

Au 31 décembre 2024, les emplois pondérés sont de 30 milliards d'euros.

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Au 31 décembre 2024, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** du Groupe Crédit Agricole s'établit à 17,2%, en baisse de -0,2 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2024. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 7,4 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 9,8%. Le ratio CET1 non phasé atteint 17,1%.

Au cours du quatrième trimestre 2024 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact de +25 points de base lié au **résultat conservé**.
- L'évolution des emplois pondérés liée à **la croissance organique des métiers** impacte le ratio CET1 du Groupe à hauteur de -28 points de base (cf. détail ci-dessous), compte tenu notamment d'un effet rating de -15 points de base.
- Les effets méthodologiques, M&A et autres ont un impact défavorable de -14 points de base et intègrent en particulier l'impact Bâle 4 de -12 points de base lié à la consolidation des activités de leasing.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 18,3% et le ratio global phasé est à 20,9% à fin décembre 2024.

Le **ratio de levier phasé** ressort à 5,5%, stable par rapport à fin septembre 2024, bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3,5%.

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole s'élèvent à 653 milliards euros, en hausse de +17,5 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2024. La variation se décompose par métier de la façon suivante : Banques de proximité +6,9 milliards d'euros (dont +4,1 milliards d'effets ratings défavorables sur LCL et les Caisses régionales), Gestion de l'épargne et assurances -1,3 milliard d'euros, Services financiers spécialisés +4,3 milliards d'euros, Grande clientèle +7,3 milliards d'euros (impactée par des effets change et rating défavorables) et Activités hors métiers +0,3 milliard d'euros.

Seuils de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD et L-MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 décembre 2024, dispose d'une marge de sécurité de **666 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 44 milliards d'euros de capital CET1**.

Le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînerait une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuible (L-MMD).

Au 31 décembre 2024, **le Groupe Crédit Agricole** dispose d'une marge de sécurité de **197 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 43 milliards d'euros de capital Tier 1**. Au niveau du Groupe Crédit Agricole, c'est la distance au seuil de déclenchement du L-MMD qui détermine la distance jusqu'à la restriction de distribution.

Crédit Agricole S.A., au 31 décembre 2024, dispose d'une marge de sécurité de **296 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 12 milliards d'euros de capital CET1**. Crédit Agricole S.A. n'est pas soumis à l'exigence de L-MMD.

TLAC

Le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences de ratio TLAC suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 18% des actifs pondérés des risques (Risk Weighted Assets - RWA), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1%, le coussin contracyclique fixé à 0,77%, ainsi que le coussin pour le risque systémique de 0,05% pour le Groupe CA au 31 décembre 2024). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 22,3% ;
- un ratio TLAC supérieur à 6,75% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure* - LRE).

L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.

Au 31 décembre 2024, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 26,9% des RWA et 8,0% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible⁸⁸**, soit bien au-delà des exigences. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques s'inscrit en baisse de 40 points de base sur le trimestre, en raison d'une progression des risques pondérés sur la période plus forte que celle des fonds propres et éléments éligibles. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC est en baisse de 20 points de base par rapport à septembre 2024.

Le Groupe présente ainsi un ratio TLAC hors dette senior préférée éligible supérieur de 460 points de base, soit 30 milliards d'euros, au-delà de l'exigence actuelle de 22,3% des RWA.

À fin décembre 2024, 10,4 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché (dette senior non préférée et Tier 2), ainsi que 2,5 milliards d'euros d'AT1. Le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 34,5 milliards d'euros.

MREL

Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement. Au 31 décembre 2024, le Groupe Crédit Agricole doit respecter une exigence minimale de MREL total de :

- 22,01% des RWA, niveau auquel s'ajoute d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,77%, ainsi que le coussin pour le risque systémique de 0,05% pour le Groupe CA au 31 décembre 2024). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL total supérieur à 26,3% ;
- 6,25% de la LRE.

Au 31 décembre 2024, le **Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL total à 32,4% des RWA et 9,7% de l'exposition en levier**, bien au-delà de l'exigence.

Une exigence de subordination additionnelle (« MREL subordonné ») est également déterminée par les autorités de résolution et exprimée en pourcentage des RWA et de la LRE. Au 31 décembre 2024, cette exigence de MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à :

- 18,25% des RWA, niveau auquel s'ajoute l'exigence globale de coussins de fonds propres. En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL subordonné supérieur à 22,6% ;

⁸⁸ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi en 2024 de continuer à renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC sur la période de résolvabilité qui commencera courant 2025.

- 6,25% de l'exposition en levier.

Au 31 décembre 2024, le **Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL subordonné à 26,9% des RWA et 8,0% de l'exposition en levier**, bien au-delà de l'exigence.

La distance au seuil de déclenchement du montant maximum de distribution liée aux exigences de MREL (M-MMD) correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences de MREL, MREL subordonné et TLAC exprimées en RWA.

Au 31 décembre 2024, le **Groupe Crédit Agricole** dispose ainsi d'une marge de sécurité de **430 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du M-MMD, soit 28 milliards d'euros de capital CET1** ; la distance au seuil de déclenchement du M-MMD correspond à la distance entre le ratio MREL subordonné et l'exigence correspondante.

Crédit Agricole S.A.

Au 31 décembre 2024, le ratio de solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'établit au-dessus de la cible du Plan à Moyen Terme, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 11,7%** en vision phasée, stable par rapport à fin septembre 2024. Ainsi, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin confortable de 3,0 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 8,7%. Le ratio CET1 non phasé atteint 11,6%.

Au cours du quatrième trimestre 2024 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact positif de +19 points de base lié au **résultat conservé**. Cet impact correspond au résultat net part du Groupe net des coupons AT1 (impact de +38 points de base) et de la distribution de 50% du résultat, soit une provision pour dividendes de 27 centimes d'euros par action au troisième trimestre 2024 (-20 points de base).
- L'évolution des **emplois pondérés** liée à la croissance organique des métiers impacte le ratio CET1 à hauteur de -12 points de base, dont - 10 points de base d'effet rating, sur la Banque de Financement et d'investissement et sur la Banque de Proximité en France.
 - Les effets méthodologiques, M&A et autres ont un impact défavorable de -13 points de base et intègrent en particulier l'impact Bâle 4 de -12 points de base lié à la consolidation des activités de leasing.
- Le **ratio de levier** phasé s'établit à 3,9% à fin décembre 2024, en hausse de +0,1 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2024, et au-dessus de l'exigence de 3%.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 13,4% et le ratio global phasé est à 17,4% ce trimestre.

Les **emplois pondérés** de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 415 milliards euros à fin décembre 2024, en hausse de +12,9 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2024. La décomposition de la variation par pôle métier s'explique de la façon suivante :

- Les pôles Banques de proximité enregistrent une hausse de +2,1 milliards d'euros, notamment en France, avec un effet rating chez LCL de 1,9 milliard d'euros.
- La Gestion de l'épargne et les assurances enregistrent une baisse de -1,2 milliard d'euros essentiellement sur les Assurances en raison de l'impact de l'acompte sur dividendes
- Les Services financiers spécialisés augmentent de +4,3 milliards d'euros, en raison de l'impact Bâle 4 de la consolidation des activités de leasing
- La Grande clientèle enregistre une hausse des emplois pondérés de +7,4 milliards d'euros sur le trimestre qui s'explique notamment par la croissance des métiers de la Banque de Financement et d'Investissement, et des effets défavorables sur le change (+2,7 milliards d'euros) et ratings (+1,5 milliard d'euros).
- Le pôle Activités hors métiers enregistre une hausse des emplois pondérés de +0,4 milliard d'euros

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Informations préliminaires de présentation :

Au 31 décembre 2024, des modifications ont été apportées au Bilan de Liquidité :

- A l'actif, le compartiment « Caisse et dépôts Banques Centrales (yc. Réserves obligatoires) », éligible au sens du LCR, a été réduit aux « Dépôts Banques Centrales (hors Caisse et Réserves obligatoires) », par cohérence avec la présentation des Réserves de liquidité, qui excluent la Caisse et les Réserves obligatoires. Ces dernières ont été reclassées parmi les emplois stables dans le calcul de l'excédent des ressources stables sur emplois stables, au sein du compartiment « Fonds de roulement net » (Cf. [Infra](#)). Ce changement de méthode impacte négativement l'indicateur à hauteur de 16 milliards d'euros ;
- A l'actif les compartiments « Actifs interbancaires » et « Reverse repo nets et autres CT » du banking book ont été fusionnés dans un unique compartiment « Actifs de trésorerie » ;
- Au passif, le compartiment « Ressources clientèle » ne contient plus que les dépôts de clientèle éligibles à l'indicateur d'excédent de ressources stables⁸⁹, et désormais les émissions du Groupe commercialisées par ses réseaux bancaires, ainsi que les tirages de financement auprès d'agences nationales ou supranationales sont classées dans le compartiment « Dette LT » (anciennement nommé « Ressources de marché MLT ») ;
- Les compartiments « Actifs tangibles et intangibles » précédemment à l'actif et « Capitaux propres et assimilés » précédemment au passif sont compensés dans un unique compartiment nommé « Fonds de roulement net » au passif. De plus, ce compartiment intègre désormais la différence entre les dettes rattachées et les créances rattachées, qui étaient historiquement intégrée au compartiment « Reverse repos et autres CT ». Ce changement d'affectation impacte positivement l'excédent des ressources stables sur emplois stables à hauteur de 3 milliards d'euros.

Par ailleurs, les modifications suivantes sont apportées à la décomposition de la dette long-terme (considérée au sens des activités banking) à compter de l'arrêté du 31 décembre 2024 :

- Les émissions Senior préférées d'entités du Groupe commercialisées par ses réseaux bancaires sont classées avec les autres dettes de même rang émises dans le marché ;
- Les tirages de financement auprès d'agences nationales ou supranationales sont classés en dettes Senior collatéralisées.

Commentaires sur la situation de liquidité :

Les dépôts clientèle, diversifiés et granulaires, ont augmenté de 2% versus septembre 2024 (1 152 milliards d'euros à fin décembre 2024). La stabilisation du mix de dépôts en France se confirme ce trimestre.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décote⁹⁰, s'élèvent à 473 milliards d'euros au 31 décembre 2024, en hausse de 7 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2024.

Elles couvrent plus de deux fois la dette court terme nette des actifs de trésorerie (hors Caisse et dépôts en Banques Centrales)

Cette variation des réserves de liquidité s'explique principalement par :

- La hausse du portefeuille titres (HQLA et non-HQLA) pour 24 milliards d'euros, en raison de l'acquisition de titres supplémentaires (en partie par réduction des dépôts en Banques Centrales, Cf. [Infra](#)) et du changement de taux de décote, plus proches de la véritable valeur en Banques Centrales de ces actifs ;
- La baisse des actifs mobilisés en Banques Centrales et non encombrés pour -12 milliards d'euros, en raison de l'arrêt du canal de refinancement des créances privées additionnelles Corporate (ACC Corpo) par la Banque Centrale Européenne au 4^{ème} trimestre 2024.

⁸⁹ Ce qui exclut de l'indicateur d'excédent de ressources stables une partie des dépôts des clients de l'activité de conservation d'actifs, en cohérence avec le pilotage interne.

⁹⁰ Les titres composant les réserves de liquidité sont valorisés après décote d'un stress idiosyncratique à partir du mois de décembre (stress systémique précédemment) afin de mieux refléter la réalité économique de leur valeur banque centrale

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en Banques Centrales après décote s'élevaient à 139 milliards d'euros.

Le Bilan de Liquidité du Groupe, à 1 685 milliards d'euros au 31 décembre 2024, fait apparaître un **excédent des ressources stables sur emplois stables de 177 milliards d'euros**, en baisse de 12 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2024. Cet excédent reste bien au-delà de la cible Plan à Moyen Terme de 110-130 milliards d'euros.

La dette long terme s'élève à 305 milliards d'euros au 31 décembre 2024, en hausse par rapport à fin septembre 2024 en vision proforma.

Elle comprend :

- Les dettes senior collatéralisées à hauteur de 84 milliards d'euros ;
- Les dettes seniors préférées à hauteur de 159 milliards d'euros, en hausse de +10 milliards d'euros dont +7,5 milliards d'euros provenant de la consolidation dans le périmètre de liquidité des entités de location automobile du groupe CAPFM conformément à réglementation CRR3 ;
- Les dettes seniors non préférées pour 37 milliards d'euros ;
- Et des titres Tier 2 s'élevant à 25 milliards d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Au 31 décembre 2024, les ratios LCR de fin de mois s'élèvent respectivement à 127% pour le Groupe Crédit Agricole (soit un excédent de 66 milliards d'euros) **et 131% pour Crédit Agricole S.A.** (soit un excédent de 64 milliards d'euros). Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (environ 110%). Le niveau de LCR est en baisse au mois de décembre compte tenu d'outflows nets à un mois plus élevés en fin d'année pesant sur le dénominateur du ratio.

Par ailleurs, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 100%**, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (>100%).

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 31 décembre 2024, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 32,7 milliards d'euros⁹¹ de dette à moyen long terme, dont 81% émis par Crédit Agricole S.A.

On note notamment les montants suivants pour les émetteurs du Groupe hors Crédit Agricole S.A. :

- o Crédit Agricole Assurances a émis 750 millions d'euros en Tier 2 à 10 ans et une offre de rachat sur deux souches subordonnées perpétuelles (FR0012444750 & FR001222297) pour 788,5 millions d'euros en septembre ;
- o Crédit Agricole Personal Finance & Mobility a émis :
 - 2 milliards d'euros équivalent en émission EMTN et 0,9 milliard d'euros de titrisations à travers l'entité Crédit Agricole Auto Bank (CAAB) ;
 - 0,7 milliard d'euros de titrisations à travers l'entité Agos ;
- o Crédit Agricole Italia a émis en format senior collatéralisé deux émissions pour un total de 1,5 milliard d'euros dont 500 millions d'euros en format Green Bond ;
- o Crédit Agricole next bank (Suisse) a émis trois tranches en format senior collatéralisé pour un total de 300 millions de francs suisses dont 100 millions de francs suisses en format Green Bond.

⁹¹ Montant brut avant rachats et amortissements

Au 31 décembre 2024, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 24,1 milliards d'euros^{92,93}.

La banque a levé l'équivalent de 24,1 milliards d'euros, dont 7,3 milliards d'euros en dette senior non préférée et 3,1 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 7,2 milliards d'euros de dette senior préférée et 6,5 milliards d'euros de dette senior collatéralisée à fin décembre. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- 6,3 milliards d'euros^{94,95} ;
- 6,35 milliards de dollars américains⁹⁶ (5,8 milliards d'euros équivalent) ;
- 1,1 milliard de livres sterling (1,3 milliard d'euros équivalent) ;
- 230 milliards de yen japonais (1,4 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,8 milliard de francs suisses (0,8 milliard d'euros équivalent) ;
- 1,75 milliard de dollars australiens (1,1 milliard d'euros équivalent) ;
- 7 milliards de renminbi (0,9 milliard d'euros équivalent).

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé 64%^{97,98} de son refinancement en devises hors euros à fin décembre.

De plus, Crédit Agricole S.A. a émis le 2 janvier 2024 un AT1 Perpétuel NC6 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 6,5% et le 24 septembre 2024 un AT1 Perpétuel NC10 ans pour 1,25 milliard de dollars au taux initial de 6,7%.

Le plan de financement MLT de marché 2025 est fixé à 20 milliards d'euros, avec une répartition équilibrée entre dette senior préférées ou senior collatéralisées et dette senior non préférée ou Tier 2.

Ce plan de refinancement a été réalisé à 30% au 31 janvier 2025 avec :

- 0,5 milliard d'euros de dette senior collatéralisée ;
- 0,3 milliard d'euros équivalent de dette senior préférée ;
- 4,6 milliards d'euros équivalent de dette senior non préférée ;
- 0,7 milliard d'euros équivalent de dette Tier 2.

⁹² Montant brut avant rachats et amortissements

⁹³ Hors émission AT1

⁹⁴ Montant brut avant rachats et amortissements

⁹⁵ Hors émissions senior collatéralisées

⁹⁶ Montant brut avant rachats et amortissements

⁹⁷ Montant brut avant rachats et amortissements

⁹⁸ Hors émission AT1

Environnement économique et financier

Rétrospective 2024

Poursuite de la désinflation et assouplissement monétaire

Le contexte international est resté conflictuel et éruptif, marqué par de fortes tensions géopolitiques et la poursuite des conflits ouverts tels que les guerres en Ukraine ou au Moyen-Orient, respectivement survenus en février 2022 et octobre 2023. Lors de leur apparition, ces événements avaient suscité des tensions sur les prix en amont, notamment ceux des céréales, du gaz et du transport maritime. Ces fortes hausses de prix s'étaient ajoutées aux sources d'inflation issues de la reprise post-Covid : pressions sur la demande (en forte reprise) et l'offre (contrainte), difficultés voire ruptures d'approvisionnement, retour seulement lent du taux de participation sur le marché du travail à son niveau pré-pandémique (manque de main-d'œuvre, tensions salariales).

Cette combinaison de chocs s'était traduite par un redressement violent de l'inflation mondiale : celle-ci a culminé à 10,3% en octobre 2022 (soit une moyenne annuelle de 8,7% en 2022 après 3,8% en 2021). Cette inflation forte et la nécessité d'ancrer rapidement les anticipations d'inflation, pour éviter des boucles prix-salaires et l'installation durable d'une inflation très élevée, se sont traduites par des resserrements monétaires puissants. La *Federal Reserve* et la BCE ont ainsi entamé, en mars et juillet 2022 respectivement, un cycle puissant de remontée de leurs taux directeurs (de, respectivement, 525 et 450 points de base, pb, en quelques 15 mois). A la faveur de la résorption des chocs en amont, de la normalisation des marchés du travail et des effets des resserrements monétaires, la désinflation s'est manifestée dès 2023 (inflation mondiale moyenne à 6,9%) ; la croissance mondiale a globalement bien résisté.

L'année 2024 a été marquée par une poursuite généralisée de la désinflation (inflation mondiale moyenne à 5%, glissement annuel à 4,5% en décembre), en dépit de la résistance également quasiment générale des prix des services. Après les avoir durablement maintenus sur des plateaux élevés, les grandes banques centrales ont entrepris des baisses de leurs taux directeurs à partir de l'été. Alors que la BCE a réduit son taux de dépôt de 150 pb (à 3% pour un taux de refinancement à 3,15% en décembre 2024), la *Fed* a diminué le taux objectif des *Fed funds* de 100 pb (borne haute à 4,50% en décembre 2024). Largement anticipés, ces assouplissements monétaires sont venus conforter une croissance mondiale encore robuste (la récession a été évitée malgré une inflation forte suivie de conditions financières nettement tendues) mais dont la résistance globale cache des performances toujours hétérogènes.

Croissance globalement résistante, cachant des performances hétérogènes

Ainsi, aux **Etats-Unis**, l'économie a encore démontré en 2024 sa robustesse, avec une croissance qui a continué d'excéder les attentes pour se situer à 2,8% en moyenne annuelle (après 2,9% en 2023). Malgré quelques îlots de faiblesse (ménages à faible revenu, à patrimoine net négatif, petites entreprises, agents fragiles plus exposés à des taux d'intérêt élevés), le durcissement monétaire et financier n'a pas exercé un effet dépressif massif grâce à des bilans globalement assainis après la grande crise financière (aussi bien ceux des entreprises que des ménages). Si le marché de l'emploi a montré des signes d'essoufflement, il s'est agi plus d'une normalisation après une période de surchauffe qu'une profonde dégradation. Le taux de chômage n'a que très modérément augmenté (4,1% fin décembre 2024 contre 3,8% un an auparavant). Enfin, confirmant que le dernier kilomètre de la désinflation est le plus difficile, l'inflation sur un an s'est très lentement redressée à partir de septembre pour atteindre 2,9% en décembre.

En **Chine**, le marché immobilier ne s'est toujours pas stabilisé et les mesures de soutien (baisse des taux sur les crédits hypothécaires, baisse des taux de réserves obligatoires pour libérer des liquidités, création de fonds de soutien pour racheter certains biens vacants ou en construction) n'ont pas engendré le choc de confiance attendu. Les ménages ont ainsi préféré maintenir leur épargne de précaution au détriment de la consommation et la faiblesse de la demande intérieure a continué d'alimenter des pressions déflationnistes fortes. Grâce à une croissance excédant les attentes au dernier trimestre (5,4% en glissement annuel), la croissance annuelle moyenne est parvenue à atteindre l'objectif du gouvernement « d'environ 5 % ». En revanche, l'inflation (0,2% en 2024) est restée très inférieure à la cible de 3% de la banque centrale.

En **France**, la croissance s'est établie à 1,1% en 2024, comme en 2023. En revanche, l'inflation a nettement diminué, atteignant 2% en moyenne annuelle, après 4,9% en 2023. Cette désinflation a permis une progression du pouvoir d'achat des ménages, sans toutefois se traduire par une forte hausse de la consommation. Le taux d'épargne des ménages aurait donc augmenté vers 18% en moyenne annuelle, contre moins de 17% en 2023 et 14% avant la crise sanitaire (2015-2019). L'emploi s'est révélé très résistant en 2024 et le taux de chômage n'a que très légèrement augmenté (7,4%). Alors que le resserrement passé des conditions financières a continué de fortement peser sur l'investissement privé, la demande intérieure a décéléré et la croissance a été portée par

le commerce extérieur et le secteur public. Si les dépenses de consommation publique ont tiré la croissance, le déficit public, revers de la médaille, a sensiblement augmenté et il devrait atteindre environ 6,2% du PIB (après 5,5% en 2023).

En **Italie**, le ralentissement de l'activité s'est poursuivi en 2024, avec une croissance limitée à 0,5%. Le processus de désinflation amorcé fin 2023 s'est prolongé (inflation moyenne annuelle à 1,1%) mais n'a pas suffi à relancer significativement l'économie. Marché de l'emploi porteur (avec un taux de chômage à 6,7%, en baisse d'un point par rapport à 2023), faible inflation et légère progression des salaires permettant un rebond du pouvoir d'achat après deux années de baisse : malgré ces soutiens, la croissance de la consommation des ménages est restée modérée et le taux d'épargne s'est stabilisé après son repli en 2023. La croissance des investissements a stagné, portée uniquement par les projets liés au plan de relance, tandis que l'investissement productif a enregistré un net recul, particulièrement prononcé au troisième trimestre. Des conditions de financement encore restrictives et une demande insuffisante, tant domestique qu'internationale, ont pesé sur l'offre, notamment dans l'industrie, qui a connu un repli marqué. Le secteur de la construction, soutenu au premier semestre par l'effet retard du Super Bonus, a ensuite ralenti.

Marchés financiers

La désinflation n'a pas conduit les taux d'inflation au niveau des cibles des grandes banques centrales mais à l'intérieur de leurs « zones de confort » et leur a permis, au cours de l'été, d'assouplir leur politique monétaire. Cependant, d'une part, le « dernier kilomètre » de la désinflation s'est révélé plus difficile qu'anticipé par les marchés et, d'autre part, l'élection américaine a ranimé les espoirs de croissance plus soutenue mais les craintes d'inflation plus élevée aux Etats-Unis. En conséquence, les investisseurs ont dû revoir à la baisse leurs espoirs d'assouplissement monétaires et de baisses de taux obligataires, notamment aux États-Unis.

Ainsi, outre-Atlantique, si les taux souverains à deux ans (US *Treasuries*) se sont très légèrement repliés au cours de l'année (vers 4,25% en décembre 2024), les taux plus longs (US *Treasuries* 10 ans) se sont redressés de près de 65 pb (à près de 4,60%). Dans la zone euro, avec des perspectives de croissance assez déprimée et d'inflation modeste, les taux de swap à 2 ans et 10 ans ont respectivement baissé d'environ 65 et 15 pb au cours de l'année (à 2,20% et 2,35%). L'évolution des *spreads* souverains a reflété les performances, économiques mais aussi politiques, relatives des économies : alors que les difficultés se sont accumulées en Allemagne, la périphérie européenne a profité de sa stabilité politique et/ou d'une croissance économique plus satisfaisante. Alors que le taux du Bund (taux allemand à 10 ans) a gagné 30 pb au cours de l'année (à 2,35% soit le niveau du taux de swap 10 ans auquel il était inférieur de près de 50 bp fin décembre 2023), les *spreads* périphériques sont resserrés. En France, l'instabilité politique et les inquiétudes quant à la trajectoire de la dette française ont suscité un écartement du *spread*. Ainsi, fin 2024, les écarts de rendement des taux à 10 ans espagnol, italien et français par rapport au Bund se situaient, respectivement, à environ 120, 70 et 80 pb (soit des variations de -25, -50 et +30 pb au cours de l'année). Le *spread* français est désormais plus élevé que celui de l'Espagne.

En 2024, les résultats économiques américaines ont largement dépassé ceux des autres grandes régions, notamment l'Europe. Alors que les marchés actions américains ont encore été portés par les performances des « *Magnificent Seven* » et les bienfaits attendus de l'élection américaine, l'Europe a souffert pour de multiples raisons (secteur manufacturier déprimé, coûts élevés de l'énergie, excès de réglementations, concurrence chinoise, retard technologique, inquiétudes politiques en France et l'Allemagne, etc.). Alors qu'entre la fin et le début de l'année 2024, l'indice S&P a progressé de 24%, l'Eurostoxx 50 a augmenté de 8% et le CAC a perdu 2%. Enfin, bien que stable en moyenne sur l'année (à 1,08 dollar), l'euro contre s'est déprécié contre dollar de 5,5% entre janvier et décembre 2024.

Perspectives 2025

Un scénario hautement conditionnel

Plus que jamais, les perspectives sont conditionnées par la tournure que prendront la géopolitique et la politique économique américaines. Les hypothèses émises sur l'ampleur et le calendrier des mesures qui seront prises par la nouvelle administration conduisent à tabler, aux États-Unis, sur la résistance de l'économie, mais aussi sur un regain d'inflation, un assouplissement monétaire modeste et des pressions haussières sur les taux d'intérêt longs. Ces mesures ne sont, en outre, qu'une des explications de la reprise poussive, à un rythme inférieur au potentiel, que connaîtrait la zone euro.

Dessiner les contours du scénario américain (et, partant, mondial) suppose évidemment d'émettre des hypothèses tant sur l'ampleur des mesures susceptibles d'être mises en œuvre que sur leur calendrier, selon qu'elles relèvent des prérogatives présidentielles ou nécessitent l'approbation du Congrès. Du côté des droits de douane, les menaces du président américain semblent s'apparenter à des moyens de pression extrême. Elles invitent à retenir un scénario intermédiaire consistant en des hausses substantielles, sans pour autant atteindre les propositions de campagne. Les droits de douane passeraient ainsi à 40% en moyenne pour la Chine, à partir du deuxième trimestre 2025, et à 6% en moyenne pour le reste du monde, introduits progressivement au second semestre 2025. Une politique budgétaire agressive, privilégiant les baisses d'impôts et maintenant des déficits extrêmement élevés, serait mise en œuvre plus tardivement : ses effets pourraient être manifestes à partir de 2026. En termes d'immigration, des restrictions pourraient être appliquées dès le début du mandat présidentiel. Elles seraient suivies d'un très net ralentissement des flux d'immigration et, si des expulsions sont à prévoir, elles seraient sélectives par opposition à un renvoi massif et indiscriminé de millions de personnes. Enfin, la déréglementation, dont les secteurs de l'énergie et de la finance seraient vraisemblablement les principaux bénéficiaires, viendrait plutôt diffuser ses effets favorables tout au long du mandat.

Aux **Etats-Unis**, ces orientations politiques devraient être, dans leur ensemble, favorables à la croissance. Mais, si l'effet positif attendu d'une politique budgétaire agressive et de la déréglementation excède l'impact négatif des droits de douane et des restrictions en matière d'immigration, il lui sera postérieur. Compte tenu de la résistance de l'économie américaine dont la croissance devrait encore déjouer les prévisions pour s'établir vers 2,8% en 2024, cela laisse présager une croissance toujours soutenue, quoique légèrement plus faible. En raison de quelques vulnérabilités (ménages à faible revenu, petites entreprises, plus exposés à des taux d'intérêt élevés), notre scénario table donc sur un ralentissement en 2025 vers 1,9%, avant un redressement à 2,2% en 2026 : une évolution qui devrait s'accompagner d'un regain d'inflation. La fin du parcours désinflationniste pour atteindre la cible de 2% est, en effet, la plus ardue et les droits de douane pourraient se traduire par des pressions sur les prix comprises dans une fourchette de 25 à 30 points de base. L'inflation totale pourrait ainsi se replier vers 2% au printemps prochain, avant de se redresser à environ 2,5% d'ici fin 2025 et s'y maintenir en 2026 : le potentiel d'assouplissement politique monétaire sera très limité.

Dans la **zone euro**, la croissance serait seulement poussive, l'économie évoluant à un rythme toujours inférieur au potentiel et à celui dont profiteront les États-Unis. Si le redressement de la consommation des ménages augure d'une croissance un peu plus soutenue, les dernières informations sur l'investissement ne présagent pas d'une accélération marquée. Baisse de l'inflation permettant une hausse du pouvoir d'achat, mais aussi une reconstitution de la richesse réelle impliquant un moindre effort d'épargne et taux d'intérêt plus bas aidant à restaurer le pouvoir d'achat immobilier : les ingrédients sont bien présents pour une poursuite de la reprise des dépenses des ménages. Mais à un rythme seulement très modéré car la consolidation budgétaire et l'incertitude globale risquent d'inciter à maintenir un taux d'épargne élevé. Notre scénario retient donc une accélération modeste de la consommation à 1,1% en 2025 et 1,2% en 2026, après 0,7% en 2024. Après un net recul en 2024, l'investissement en 2025 continuerait d'être pénalisé par le délai de transmission des réductions des taux d'intérêt mais, surtout, par la faiblesse de la demande domestique et une incertitude croissante sur la demande étrangère. L'investissement ne croîtrait que de 1,5%, avant de se raffermir légèrement en 2026 (2%). Les politiques de l'administration Trump auraient un impact modérément négatif sur la croissance de la zone euro, dont le canal le plus important à court terme serait l'incertitude. Les politiques de l'administration Trump auraient un impact modérément négatif sur la croissance de la zone euro, dont le canal le plus important à court terme serait l'incertitude. Par ailleurs, le dosage des politiques monétaire et budgétaire reste défavorable à la croissance avec, notamment, un taux directeur qui retrouve la neutralité mi-2025, alors que la réduction du bilan de la BCE continue d'imprimer une orientation restrictive. Nos prévisions situent donc la croissance sur une tendance à l'accélération seulement très molle, passant de 0,7% en 2024 à 1% en 2025, puis 1,2% en 2026 : la croissance potentielle serait atteinte, mais l'écart de production, faiblement négatif, ne serait pas encore comblé, alors que l'écart de croissance avec l'économie américaine se creuserait.

En **France**, en 2025, sous l'hypothèse d'une loi de finances pour 2025 adoptée en début d'année (probablement à la fin du premier trimestre) et d'un redressement moindre des finances publiques que prévu dans le projet de

loi de finances de l'ex-gouvernement Barnier, la croissance diminuerait à 0,8%. L'activité serait en effet freinée, surtout en début d'année, par l'incertitude sur le plan politique national mais aussi sur le plan des politiques commerciales à l'échelle internationale. Les ménages et les entreprises adopteraient ainsi des comportements plus attentistes en matière de consommation, d'investissement et d'embauche. La consommation des ménages progresserait toutefois, sous l'effet de la poursuite du processus de désinflation avec une inflation en reflux à 2,1% en moyenne annuelle (IPC), mais seulement faiblement. Le taux d'épargne des ménages ne refluerait qu'à partir du deuxième semestre et resterait très élevé, et le taux de chômage augmenterait modérément. L'investissement privé serait pour sa part stable, et son rebond reporté à 2026. Le commerce extérieur ne contribuerait plus à la croissance, car les importations et les exportations évolueraient peu ou prou au même rythme. Un léger phénomène de restockage soutiendrait la croissance, mais les efforts budgétaires l'affaibliraient. Le déficit public ne diminuerait pourtant que très peu, à 6% du PIB. En **Italie**, une légère amélioration est attendue en 2025, avec une hausse du PIB prévue à 0,6 %. Bien qu'un affaiblissement du marché du travail et une inflation légèrement plus élevée soient envisagés, la consommation devrait devenir le principal moteur de l'économie. L'investissement productif pourrait bénéficier d'un environnement monétaire plus favorable. Cependant, le secteur de la construction restera fragilisé par le contrecoup du boom des années précédentes, malgré un soutien partiel des projets issus du plan de relance.

Du côté des **pays émergents**, s'il n'y avait pas les difficultés liées à « Trump 2.0 », le contexte serait en voie d'amélioration : baisse des taux directeurs américains propice à l'assouplissement monétaire global, à l'allègement des pressions baissières sur les devises émergentes et, plus généralement, aux financements extérieurs des pays émergents ; croissance domestique portée par le recul de l'inflation et les baisses de taux d'intérêt ; exportations à destination des pays développés (en premier lieu, des États-Unis) encore soutenues. Mais les effets des facteurs de soutien risquent d'être contrariés par les répercussions probables des mesures de la nouvelle administration américaine. Aux droits de douane susceptibles de renchérir et limiter les exportations émergentes s'ajoutent une moindre accommodation monétaire américaine et une diminution probable du soutien militaire et financier des États-Unis à l'Ukraine alimentant l'incertitude géopolitique en Europe. Il sera donc préférable d'être un grand pays peu ouvert tel l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, un pays exportateur de matières premières ou une économie bien intégrée à la Chine qui se prépare à la tempête Trump.

En **Chine**, la dernière réunion du Politburo s'est, en effet, conclue en décembre par un engagement des autorités à mettre en œuvre une politique budgétaire « plus proactive » et une politique monétaire « suffisamment accommodante », afin de relancer la demande intérieure et de stabiliser les marchés immobiliers et actions. Une période de tensions commerciales s'annonce et, hormis les restrictions aux exportations de produits critiques (dont les terres rares), les moyens de rétorsion sont limités : difficile de répondre en stimulant la compétitivité des exportations (le yuan est déjà historiquement bas) ou en procédant à une hausse réciproque des tarifs qui risquerait de pénaliser une consommation domestique déjà très fragile. Les intentions de soutien plus franc à la demande domestique de la part des autorités sont louables, mais l'efficacité de cette stratégie reste conditionnée par la confiance des ménages : le rebond ne se décrète pas et notre scénario continue de tableur sur un fléchissement de la croissance en 2025.

Les espoirs de « fol assouplissement monétaire » de la part du marché ont été démentis et ne sont absolument plus à l'ordre du jour, tout particulièrement aux **États-Unis**.

Dans une économie supposée rester robuste avec une inflation se maintenant au-dessus de 2%, puis susceptible de se redresser, l'assouplissement serait, en effet, modeste. Après une réduction totale de 100 points de base en 2024 (pb), la **Fed** procéderait à un assouplissement supplémentaire total de 50 pb, portant le taux des Fed funds (limite supérieure de la fourchette cible) à 4,00% au premier semestre 2025, avant de marquer une pause prolongée. Quant à la BCE, avec une inflation conforme à l'objectif et sans récession en vue, elle poursuivrait un assouplissement modéré via ses taux directeurs, tout en prolongeant son resserrement quantitatif. Après ses quatre réductions de 25 pdb en 2024, la BCE baisserait ses taux de 25 pb aux réunions de janvier, mars et avril, puis maintiendrait son taux de dépôt à 2,25%, soit très légèrement sous l'estimation du taux neutre (2,50%).

Tout concourt à dessiner un scénario de remontée des **taux d'intérêt** longs. Aux **États-Unis**, compte tenu du scénario économique (ralentissement limité de la croissance et modération de l'inflation concentrés en début de période) et d'un assouplissement monétaire modeste suivi d'une pause plus précoce, les taux d'intérêt pourraient légèrement baisser au premier semestre 2025 avant de se redresser. Les nouvelles prévisions de taux envisagent un taux des *Treasuries* à dix ans approchant 4,50% fin 2025, puis environ 5,00% fin 2026.

Dans la **zone euro**, plusieurs facteurs conduisent à retenir un scénario de hausse des taux d'intérêt souverains : des anticipations d'assouplissement monétaire trop audacieux de la part des marchés dont la correction pourrait susciter un redressement des taux de swap, une hausse du volume de titres publics liée à la réduction par la BCE de la taille de son bilan (*Quantitative Tightening*) ainsi qu'à des émissions nettes nationales encore élevées, une diffusion de la hausse des taux obligataires américains à leurs équivalents européens. Alors que l'économie allemande (où des élections anticipées se tiendront en février) continue à souffrir, que la situation politique en France peine à s'éclaircir, les pays dits « périphériques » ont vu leurs bons résultats économiques (notamment

l'Espagne) ainsi que leur stabilité politique (cela vaut pour l'Italie et l'Espagne) récompensés par un resserrement notable de leurs spreads à l'égard du taux allemand à dix ans en 2024 : ils devraient bénéficier des mêmes soutiens en 2025. Notre scénario retient donc des taux d'intérêt à dix ans allemand, français et italien de, respectivement, 2,55%, 3,15% et 3,55% fin 2025.

Enfin, du côté du dollar de nombreux facteurs positifs, dont le renforcement de son attrait en termes de rendement, semblent déjà largement intégrés dans son cours. En conséquence, notre scénario table sur un billet vert restant proche de ses points hauts récents tout au long de l'année 2025, sans les dépasser durablement.

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole– Eléments spécifiques

En m€	T4-24		T4-23		2024		2023	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(26)	(19)	6	4	20	15	(15)	(11)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	2	1	2	1	8	6	(24)	(18)
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	6	5	1	1	58	43
Provisions Epargne logement (AHM)	-	-	5	4	(0)	(0)	236	175
Provisions Epargne logement (CR)	-	-	74	55	63	47	192	142
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	-	-	300	214
Amende Echange Images Chèques (AHM)	-	-	-	-	-	-	42	42
Amende Echange Images Chèques (LCL)	-	-	-	-	-	-	21	21
Amende Echange Images Chèques (CR)	-	-	-	-	-	-	42	42
Total impact en PNB	(24)	(18)	93	69	93	69	851	650
Coûts d'intégration Degroof Petercam (GEA)	(13)	(10)	-	-	(26)	(19)	-	-
Coûts d'intégration ISB (GC)	(27)	(15)	-	-	(97)	(52)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	4	3	-	-	(14)	(10)
Total impact en Charges	(39)	(25)	4	3	(123)	(72)	(14)	(10)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	-	-	(85)	(61)
Provision pour risque Ukraine (BPI)	-	-	-	-	(20)	(20)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	-	-	(20)	(20)	(85)	(61)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	-	-	(39)	(39)
Total impact mise en équivalence	-	-	-	-	-	-	(39)	(39)
Coûts d'intégration ISB (GC)	(2)	-	-	-	(2)	-	-	-
Coûts d'acquisition Degroof Petercam (GEA)	1	1	-	-	(22)	(16)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	-	-	89	57
Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	1	-	-	(24)	(16)	89	57
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	12	12	-	-	12	12
Total impact variation des écarts d'acquisition	-	-	12	12	-	-	12	12
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	3	-	-	-	3
Total impact en Impôts	-	-	-	3	-	-	-	3
Impact total des retraitements	(64)	(42)	109	86	(74)	(39)	814	611
Gestion de l'épargne et Assurances	(12)	(9)	-	-	(49)	(36)	-	-
Banque de proximité-France	-	-	80	59	65	48	312	248
Banque de proximité-International	-	-	-	-	(20)	(20)	-	-
Services financiers spécialisés	-	-	16	17	-	-	263	176
Grandes Clientèles	(52)	(33)	8	6	(70)	(31)	(39)	(29)
Activités hors métiers	-	-	5	4	(0)	(0)	277	216

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Crédit Agricole S.A. – Éléments spécifiques

En m€	T4-24		T4-23		2024		2023	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(26)	(19)	6	4	20	15	(15)	(11)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	2	1	2	1	8	6	(24)	(18)
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	6	4	3	2	58	41
Provisions Epargne logement (AHM)	-	-	5	4	(2)	(1)	236	175
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	-	-	300	214
Amende Echange Images Chèques (AHM)	-	-	-	-	-	-	42	42
Amende Echange Images Chèques (LCL)	-	-	-	-	-	-	21	20
Total impact en PNB	(24)	(17)	19	14	30	21	617	464
Coûts d'intégration Degroof Petercam (GEA)	(13)	(9)	-	-	(26)	(19)	-	-
Coûts d'intégration ISB (GC)	(27)	(15)	-	-	(97)	(52)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	4	3	-	-	(14)	(10)
Total impact en Charges	(39)	(24)	4	3	(123)	(71)	(14)	(10)
Provision pour risque Ukraine (BPI)	-	-	-	-	(20)	(20)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 3	-	-	-	-	-	-	(85)	(61)
Total impact coût du risque de crédit	-	-	-	-	(20)	(20)	(85)	(61)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS) - 4	-	-	-	-	-	-	(39)	(39)
Total impact Mise en équivalence	-	-	-	-	-	-	(39)	(39)
Coûts d'intégration ISB (GC)	(2)	-	-	-	(2)	-	-	-
Coûts d'acquisition Degroof Petercam (GEA)	1	1	-	-	(22)	(16)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	-	-	89	57
Total impact Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	1	-	-	(24)	(16)	89	57
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	12	12	-	-	12	12
Total impact variation des écarts d'acquisition	-	-	12	12	-	-	12	12
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	3	-	-	-	3
Total impact en Impôts	-	-	-	3	-	-	-	3
Impact total des retraitements	(64)	(41)	35	31	(138)	(86)	580	425
Gestion de l'épargne et Assurances	(12)	(9)	-	-	(49)	(35)	-	-
Banque de proximité-France	-	-	6	4	3	2	79	61
Banque de proximité-International	-	-	-	-	(20)	(20)	-	-
Services financiers spécialisés	-	-	16	17	-	-	263	176
Grandes Clientèles	(52)	(32)	8	6	(70)	(32)	(39)	(28)
Activités hors métiers	-	-	5	4	(2)	(1)	277	216

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle T4-2024 et T4-2023								
En m€	T4-24 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 276	960	993	2 037	915	2 108	(472)	9 817
Charges d'exploitation hors FRU	(2 503)	(647)	(588)	(930)	(447)	(1 298)	549	(5 863)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	773	313	405	1 107	468	810	77	3 954
Coût du risque	(263)	(78)	(97)	(11)	(306)	(93)	(19)	(867)
Sociétés mises en équivalence	1	-	-	29	43	7	-	80
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	1	0	(0)	(9)	(1)	(10)	(20)
Résultat avant impôt	513	236	308	1 125	196	724	48	3 150
Impôts	(110)	(44)	(100)	(313)	(49)	(166)	(2)	(784)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	404	192	207	813	147	557	46	2 366
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(31)	(117)	(24)	(34)	(11)	(217)
Résultat net part du Groupe	403	192	177	696	124	523	35	2 149
En m€	T4-23 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 227	959	1 000	1 550	880	1 936	(782)	8 769
Charges d'exploitation hors FRU	(2 485)	(654)	(646)	(726)	(449)	(1 209)	488	(5 682)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	742	305	353	824	431	727	(294)	3 088
Coût du risque	(321)	(96)	(98)	(4)	(184)	(39)	(20)	(762)
Sociétés mises en équivalence	(0)	-	(0)	29	40	5	-	73
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	0	2	(5)	(11)	(1)	(4)	(19)
Résultat avant impôt	420	209	258	843	288	692	(328)	2 382
Impôts	(85)	(39)	(104)	(172)	(53)	(130)	128	(455)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	(10)	-	-	-	-	(10)
Résultat net	336	170	144	671	235	562	(200)	1 918
Intérêts minoritaires	0	0	(24)	(123)	(18)	(25)	(4)	(194)
Résultat net part du Groupe	336	170	120	548	217	537	(204)	1 724

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle 2024 et 2023

En m€	2024 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	13 110	3 872	4 153	7 633	3 520	8 652	(2 879)	38 060
Charges d'exploitation hors FRU	(9 956)	(2 448)	(2 225)	(3 365)	(1 780)	(5 039)	2 084	(22 729)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	3 155	1 424	1 928	4 268	1 740	3 613	(795)	15 332
Coût du risque	(1 319)	(373)	(316)	(29)	(958)	(117)	(79)	(3 191)
Sociétés mises en équivalence	8	-	-	123	125	27	-	283
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	5	0	(23)	(12)	1	(13)	(39)
Résultat avant impôt	1 849	1 056	1 612	4 339	895	3 523	(887)	12 388
Impôts	(423)	(229)	(536)	(970)	(187)	(883)	341	(2 888)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	1 425	827	1 076	3 369	708	2 641	(546)	9 500
Intérêts minoritaires	(2)	(0)	(160)	(481)	(82)	(139)	4	(860)
Résultat net part du Groupe	1 423	827	916	2 889	625	2 502	(542)	8 640
En m€	2023 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	13 259	3 850	4 040	6 693	3 597	7 780	(2 728)	36 492
Charges d'exploitation hors FRU	(9 702)	(2 396)	(2 189)	(2 874)	(1 673)	(4 507)	1 877	(21 464)
FRU	(111)	(44)	(40)	(6)	(29)	(312)	(77)	(620)
Résultat brut d'exploitation	3 446	1 410	1 811	3 813	1 896	2 961	(928)	14 408
Coût du risque	(1 152)	(301)	(463)	(5)	(871)	(120)	(28)	(2 941)
Sociétés mises en équivalence	9	-	1	102	130	21	-	263
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	21	3	(10)	71	2	(5)	88
Résultat avant impôt	2 308	1 130	1 353	3 900	1 237	2 865	(971)	11 821
Impôts	(551)	(256)	(425)	(868)	(306)	(691)	350	(2 748)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	(3)	1	(0)	-	-	(3)
Résultat net	1 756	874	924	3 033	931	2 174	(621)	9 071
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(145)	(466)	(79)	(118)	(4)	(813)
Résultat net part du Groupe	1 756	874	780	2 566	851	2 056	(625)	8 258

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T4-24 et T4-23							
En m€	T4-24 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	2 045	2 108	915	960	969	95	7 092
Charges d'exploitation hors FRU	(930)	(1 298)	(447)	(647)	(568)	(28)	(3 917)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 116	810	468	313	401	67	3 175
Coût du risque	(11)	(93)	(306)	(78)	(100)	(6)	(594)
Sociétés mises en équivalence	29	7	43	-	-	(17)	62
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	(1)	(9)	1	0	(0)	(9)
Résultat avant impôt	1 133	723	196	236	302	44	2 634
Impôts	(315)	(166)	(49)	(44)	(101)	(7)	(681)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	819	557	147	192	201	37	1 953
Intérêts minoritaires	(124)	(45)	(24)	(9)	(43)	(19)	(264)
Résultat net part du Groupe	695	512	124	183	158	18	1 689
En m€	T4-23 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	1 555	1 935	880	959	974	(262)	6 040
Charges d'exploitation hors FRU	(726)	(1 209)	(449)	(654)	(627)	(44)	(3 710)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	828	726	431	305	347	(306)	2 330
Coût du risque	(4)	(39)	(184)	(96)	(102)	(14)	(440)
Sociétés mises en équivalence	29	5	40	-	(0)	(12)	61
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(5)	(1)	(11)	0	2	(3)	(17)
Résultat avant impôt	848	691	288	209	246	(345)	1 937
Impôts	(173)	(129)	(53)	(39)	(103)	128	(369)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	(10)	-	(10)
Résultat net	675	562	235	170	134	(217)	1 558
Intérêts minoritaires	(130)	(37)	(18)	(8)	(31)	(1)	(224)
Résultat net part du Groupe	546	525	217	162	103	(218)	1 334

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 2024 et 2023

En m€	2024 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	7 648	8 651	3 520	3 872	4 059	(570)	27 181
Charges d'exploitation hors FRU	(3 365)	(5 039)	(1 780)	(2 448)	(2 148)	(116)	(14 895)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	4 284	3 612	1 740	1 424	1 911	(685)	12 286
Coût du risque	(29)	(117)	(958)	(373)	(313)	(59)	(1 850)
Sociétés mises en équivalence	123	27	125	-	-	(82)	194
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(23)	1	(12)	5	0	23	(4)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	4 355	3 523	895	1 056	1 599	(803)	10 625
Impôts	(973)	(883)	(187)	(229)	(535)	336	(2 472)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	3 381	2 640	708	827	1 063	(466)	8 153
Intérêts minoritaires	(506)	(192)	(82)	(37)	(227)	(22)	(1 067)
Résultat net part du Groupe	2 875	2 448	625	790	836	(488)	7 087
En m€	2023 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
Produit net bancaire	6 688	7 779	3 597	3 850	3 949	(683)	25 180
Charges d'exploitation hors FRU	(2 874)	(4 507)	(1 673)	(2 396)	(2 118)	(64)	(13 632)
FRU	(6)	(312)	(29)	(44)	(40)	(77)	(509)
Résultat brut d'exploitation	3 808	2 960	1 896	1 410	1 791	(825)	11 039
Coût du risque	(5)	(120)	(870)	(301)	(464)	(17)	(1 777)
Sociétés mises en équivalence	102	21	130	-	1	(58)	197
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(10)	2	71	21	3	(3)	85
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	12	-	-	(9)	2
Résultat avant impôt	3 894	2 864	1 237	1 130	1 332	(911)	9 546
Impôts	(872)	(690)	(306)	(256)	(422)	346	(2 201)
Rés. net des activités abandonnées	1	-	(0)	-	(3)	-	(3)
Résultat net	3 024	2 174	931	874	906	(565)	7 343
Intérêts minoritaires	(483)	(162)	(79)	(39)	(204)	(28)	(995)
Résultat net part du Groupe	2 541	2 011	852	835	703	(593)	6 348

Annexe 4 – Données par action

Crédit Agricole S.A. – Bénéfice par action, actif net par action et RoTE

(en m€)		T4-2024	T4-2023	2024	2023
Résultat net part du Groupe - publié		1 689	1 334	7 087	6 348
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(112)	(87)	(463)	(458)
- Impact change sur AT1 remboursé		-	-	(266)	-
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié	[A]	1 577	1 247	6 358	5 890
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-détention (m)	[B]	3 025	3 032	3 015	3 031
Résultat net par action - publié	[A]/[B]	0,52 €	0,41 €	2,11 €	1,94 €
RNPG sous-jacent		1 730	1 303	7 172	5 923
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	[C]	1 618	1 216	6 443	5 465
Résultat net par action - sous-jacent (1)	[C]/[B]	0,54 €	0,40 €	2,14 €	1,80 €
(en m€)				31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres - part du Groupe				74 710	71 086
- Emissions AT1				(7 218)	(7 220)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe				1 256	1 074
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*				(3 327)	(3 181)
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.	[D]			65 421	61 760
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe				(17 851)	(17 347)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	[E]			47 569	44 413
Nombre d'actions, hors titres d'auto-détention (fin de période, m)	[F]			3 025	3 029
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)				21,6 €	20,4 €
Dividende à verser (€)				1,10 €	1,05 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)				15,7 €	14,7 €
ANT par action, avt déduct. du divid. à verser (€)				16,8€	15,7 €
* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement					
** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle					
(en m€)				2024	2023
Résultat net part du Groupe - publié	[K]			7 087	6 348
Dépréciation d'immobilisation incorporelle	[L]			0	0
RNPG publié annualisé	[N] = (([K]-[L]-[M])*2+[M])			7 087	6 348
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, impact change, annualisés	[O]			-729	-458
Résultat publié ajusté	[P] = [N]+[O]			6 358	5 890
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin. *** (3)	[J]			46 125	43 281
ROTE publié ajusté (%)	= [P] / [J]			13,8%	13,6%
Résultat net part du Groupe sous-jacent	[Q]			7 172	5 923
RNPG sous-jacent annualisé	[R] = (([Q]-[M])*2+[M])			7 172	5 923
Résultat sous-jacent ajusté (2)	[S] = [R]+[O]			6 443	5 465
ROTE sous-jacent ajusté (%)	= [S] / [J]			14,0%	12,6%

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

(1) Sous-jacent : cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes

(2) ROTE sous-jacent calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé et de charges IFRIC linéarisées sur l'année

(3) Moyenne de l'ANC tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2023 et 31/12/2024 (ligne [E]), retraitée d'une hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

Indicateurs Alternatifs de Performance⁹⁹

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne « Redressement et Résolution des Banques » (*Bank Recovery and Resolution Directive* -

⁹⁹ Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG sous-jacent ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

BRRD). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Sous BRRD2, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques (RWA), ainsi qu'en pourcentage de l'exposition en levier (LRE). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL total les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les passifs éligibles émis par l'organe central et le réseau des affiliés, c'est-à-dire les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole. L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne via CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019.

Sont éligibles au numérateur du ratio TLAC les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les titres subordonnés et les dettes senior non préférées éligibles d'échéance résiduelle de plus d'un an émis par Crédit Agricole SA.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels) afin de faciliter la compréhension du résultat réel de la société.

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le quatrième trimestre et l'année 2024 est constituée de ce communiqué de presse, des slides de présentation et, des annexes à cette présentation, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>.

Ce communiqué de presse peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de douze mois close au 31 décembre 2024 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Les procédures d'audit menées par les commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés sont en cours.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2023 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2023 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Au 30 juin 2024, Indosuez Wealth Management finalise l'acquisition de Degroof Petercam et détient 65% de Banque Degroof Petercam aux côtés de CLdN Cobelfret, son actionnaire historique, qui restera au capital à hauteur de 20%. Au 30 septembre 2024, la participation de Indosuez Wealth Management dans Degroof Petercam est portée à 76%.

Au 30 juin 2024, Amundi a finalisé l'acquisition d'Alpha Associates un gestionnaire d'actifs indépendant proposant des solutions d'investissement multi-gestion en actifs privés.

Au 31 décembre 2024, Amundi finalisé l'acquisition de aixigo, acteur européen de la Wealth Tech, permettant de compléter l'offre de la plateforme ALTO.

Au 31 décembre 2024, Crédit Agricole S.A a conclu des instruments financiers à hauteur de 5,2% du capital de Banco BPM.

Agenda financier

30 avril 2025	Publication des résultats du premier trimestre 2025
14 mai 2025	Assemblée générale
31 juillet 2025	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2025
30 octobre 2025	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2025

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Alexandre Barat	+ 33 1 57 72 12 19	alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Mathilde Durand	+ 33 1 57 72 19 43	mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr
Bénédicte Gouvert	+ 33 1 49 53 43 64	benedicte.gouvert@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A.

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	relation@actionnaires.credit-agricole.com
Cécile Mouton	+ 33 1 57 72 86 79	cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr
Relations investisseurs actions :		
Jean-Yann Asseraf	+ 33 1 57 72 23 81	jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr
Fethi Azzoug	+ 33 1 57 72 03 75	fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas Ianna	+ 33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Leila Mamou	+ 33 1 57 72 07 93	leila.mamou@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr
Relations investisseurs crédit et agences de notation :		
Gwenaëlle Lereste	+ 33 1 57 72 57 84	gwenaelle.lereste@credit-agricole-sa.fr
Florence Quintin de Kercadio	+ 33 1 43 23 25 32	florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info



Crédit_Agricole



Groupe Crédit Agricole



creditagricole_sa